

LIBRARY OF THE
CITY OF MONTREAL
JUN 10 1910

7

POUR

L'Embellissement de Montréal

1. LE COMITÉ EXÉCUTIF
(Board of Control)
2. NOS ENFANTS
3. DE BONNE EAU
4. NOS LOGIS INSALUBRES
5. UN PLAN POUR LE MONTRÉAL
DE L'AVENIR

Rapport de la Première Convention

DE LA

LIGUE DU PROGRES CIVIQUE

(CITY IMPROVEMENT LEAGUE)

1910

Montréal : Coin des rues St-Pierre et Common. Tel. Main 2161

Montreal
1910
6435

82417

Montreal
NAC
6885

Preface.

The City Improvement League begs to submit this Report of its First Civic Convention. The object of these meetings was, not to cover the whole ground, but by discussion to find some general agreement on what is desirable, and what is immediately practicable; so as to guide, on some lines at least, that concerted action to encourage which the League came into existence. The League feels that this Report is well timed; for we are at the beginning of a new regime, and more citizens than ever before are interested in municipal problems. The discussions made the following needs abundantly clear.

I. PURE WATER.—We need, not purer, but pure water. This Report is written in the midst of a terrible and costly epidemic, one cause, (probably the chief) of which is entirely preventable, and for its continued existence there is no longer even the wretched excuse of ignorance among those whose business it is to know.

II. GOOD GOVERNMENT.—Of this we have now an excellent chance, if the citizens follow up their action of Sept. 20th. No system (not even a Board of Control) is heaven-sent and perfect. We need intelligent citizens, with civic pride and ambition, and must therefore see that the rising generation shall, so far as is in our power, develop these qualities. The easiest reform here is the institution of

III. JUVENILE COURTS, which have proved to demonstration their power of producing a high proportion of good citizens, in cases where the present system of punishment notoriously fails. A more fundamental need is a good supply of intelligent citizens. For this

IV. COMPULSORY EDUCATION is necessary. To bring it about wisely, we need careful, disinterested study of the problem. If the education is good, it will quickly simplify the solution of the other problems.

V. CITY DEVELOPMENT, HOUSING, ETC., need close and skilled oversight. This inevitably involves A PLAN for the whole ISLAND, to be administered by a Commission. It can hardly be doubted, that no possibility lies open to a citizen of wealth and

VF
NAC
6830
Mont
C 1910

public spirit today, more sure to bring lasting glory to his name, and lasting profit to the great Montreal of tomorrow, than the financing of such a plan.

For the wise carrying into effect of these schemes, we need information about what other cities are doing in government, education, housing, etc., etc. The C.I.L. will do such part as your support allows by constituting itself a citizens' intelligence department.

The above are purely business propositions. They are lines which the city must follow if it is to be run as a good business man would run his private business. If neglected they mean at best an indifferent success, and at worst a failure. We have had our object lesson of a kind of management of public affairs, which would have driven any private business to bankruptcy. Let us learn the lesson, study and adopt methods which will ensure health and efficiency, prosperity and moral stamina, in our citizens; cleanliness, beauty and economy in our city.

These are assets no liabilities can discount.

We ask, therefore, your careful attention to this Report. As to the C.I.L., you cannot but approve of the work it is doing; we hope that to join the League and help its work will appeal to you as a practical piece of citizenship.

J. G. ADAMI, *President.*

MME. ROBERT ARCHER }
L. R. GREGOR, } *Vice-Presidents.*
FARQUHAR ROBERTSON }

A. LESAGE, }
J. A. DALE, } *Hon.-Secretaries.*

W. H. ATHERTON, *Exec. Secretary.*

Our best thanks are due to all those who helped to make the meetings a success; to McGill University and to the Art Association for lending rooms; to the Citizens Association and many friends for co-operation of different kinds; to the Architects' Association for the plan of Montreal; above all to the member whose timely generosity has enabled this Report to be published.

Prepared by the officers of the League under the Editorship of J. A. Dale.

Bureau de Controle.

PREMIÈRE SÉANCE, MARDI, 30 NOV., À L'ÉCOLE MONTCALM.

Le DR ADAMI, président de la Ligue, ouvre la séance en déclarant que le but principal de la Ligue est de rapprocher tous les citoyens qui s'intéressent au progrès de Montréal, et de développer le dévouement à la chose publique. Comme la Ligue est soutenue uniquement par les cotisations de ses membres et qu'elle ne se propose de demander des contributions pécuniaires au public que dans des cas tout à fait exceptionnels, le Dr Adami invite les assistants à s'y joindre à titre de membres actifs. Il fait observer que la Ligue a plusieurs classes de membres :

- 1.—Membres réguliers à \$1.00 par année.
- 2.—Membres souscripteurs à \$2.00 — \$5.00 par année.
- 3.—Membres promoteurs à \$10.00 par année.
- 4.—Membres honoraires à \$25.00 par année.

Afin de rendre hommage à l'œuvre accomplie par l'Association des Citoyens, le Dr Adami prie le président, M. Laporte, de vouloir bien présider la séance.

M. LAPORTE adresse d'abord des félicitations aux directeurs de la Ligue, et dit que tous ceux qui comprennent la responsabilité civique doivent avoir à cœur de s'y enrôler. Il déclare que l'Association des Citoyens, qui compte actuellement six à sept cents membres et dont l'effectif doublera d'ici à quelques semaines, sera toujours heureuse d'aider au succès de la Ligue. La fusion de toutes les associations rendra leur travail plus efficace et plus rapide. C'est un sujet qui a d'ailleurs été discuté hier après-midi à la réunion de la "Ligue des Hommes d'affaires."

M. Laporte discute ensuite la nouvelle charte. Il demande la suppression des commissions actuelles au Conseil municipal. Il propose la création de deux commissions nouvelles : l'une pour les affaires de l'hygiène, composée de deux médecins et du maire ; l'autre pour la police, composée d'un magistrat de police, d'un recorder et du maire. Les deux commissions seraient présidées par le maire. Toutes les questions financières seraient laissées au Comité exécutif ("Board of Control").

M. Laporte croit qu'il ne serait pas prudent, pour le moment, d'exiger un vote des deux tiers du Conseil en cas de dissidence entre les deux chambres ; mais il trouve déraisonnable que les

membres du Comité exécutif ("Board of Control") ne puissent voter au Conseil. Si ce droit ne leur est pas accordé, il faudrait, dit-il, substituer les deux tiers à la majorité absolue. Les commissaires n'ont pas assez d'autorité en ce qui regarde les nominations. Ils ont aussi trop de rapports à produire. Les commissaires sont sujets à tant d'obligations qu'ils ont l'air de simples employés du Conseil. Toutes ces questions demandent à être étudiées soigneusement.

Etudier soigneusement le problème municipal—c'est ce que nous a fait M. OLIVAR ASSELIN dans le discours remarquable qui suit.

Le problème du gouvernement municipal se présente à peu près sous les mêmes aspects au Canada et aux Etats-Unis; de chaque côté de la frontière, à peu de chose près, les villes sont en butte aux mêmes assaut et exposées aux mêmes périls. Rien dans l'expérience du Vieux Monde, ou presque rien, qui soit propre à nous orienter. C'est donc surtout à nos voisins que nous devons demander, ou, si on le préfère, c'est surtout avec eux que nous devons échanger, les leçons pratiques qui peuvent aider à la création de la Cité idéale. Or, si nos voisins ont été longtemps, en matière municipale, la risée des économistes et des sociologues,—et quiconque trouverait le mot trop fort est prié de se reporter à certain chapitre de l' "American Commonwealth" de M. Bryce,—il faut admettre que nul pays n'a montré en ces dernières années un désir plus vif et en général plus sincère de se donner des villes dignes d'un peuple policé.

Le Régime Américain

Jusqu'en 1900, aux Etats-Unis, et quelque paradoxal que cela paraisse de prime abord, l'autorité municipale existait si peu qu'on pouvait presque dire qu'elle n'existait pas. La Ville était régie par l'Etat. Quand elle jouissait théoriquement de quelque autonomie, le jeu des intérêts de partis, reconnu et légalisé dans la sphère municipale comme partout ailleurs, avait tôt fait de l'en priver. Elle devait se faire gouverner, non pas par ses meilleurs citoyens, mais par les plus aptes à bien servir les "bosses" républicains ou démocrates de l'Etat ou du pays.

Même si l'Etat, cependant, consentait aux villes, par exception, une autonomie à peu près complète, et même si par hasard un ticket indépendant—mais, faut-il le dire, pas toujours désintéressé,—venait à se glisser entre la liste républicaine et la liste démocrate, il restait toujours quelque chose de boiteux dans le fonctionnement de la chose publique: on n'avait pas encore trouvé le type de gouvernement municipal le mieux adapté aux

besoins d'une démocratie. C'est à découvrir ce type, encore plus qu'à démontrer une corruption que tout le monde admettait et dont tout le monde gémissait, que se sont employés les meilleurs esprits des Etats-Unis, entre autres M. Elliot, ancien recteur de l'Université de Harvard, son successeur M. Lowell, et M. Long, ancien ministre de la Marine dans le cabinet McKinley.

Hors la plèbe ignorante et les politiciens qui l'exploitaient, tout le monde reconnaissait la nécessité de dissocier les affaires municipales des affaires de l'Etat, et à plus forte raison des affaires fédérales. Les bons esprits s'accordaient également à réclamer contre la volonté intéressée des "bosses" l'autonomie absolue des municipes. La grande difficulté, je le répète, était de trouver une forme de gouvernement tellement supérieure qu'elle s'imposât à la faveur du peuple et triomphât de l'hostilité des politiciens.

On n'avait encore rien trouvé de définitif il y a dix ans. Partout le gouvernement de la Ville comprenait, à part le maire: soit deux chambres choisies l'une au scrutin de quartier et l'autre au scrutin de liste ("at large"), et alors la confusion des responsabilités rendait les verdicts populaires extrêmement difficiles; soit une chambre unique élue au scrutin de quartier, et alors les intérêts locaux dominaient l'intérêt général, et le niveau intellectuel et moral de la représentation en était abaissé; soit—plus rarement—une chambre unique élue au scrutin de liste, mais trop nombreuse pour permettre une élection intelligente ou un gouvernement énergique. Je ne mentionne que pour mémoire la municipalité rurale de la Nouvelle-Angleterre, avec ses trois "selectmen", et son budget voté directement par les contribuables: cette forme de gouvernement ne convient évidemment qu'aux sociétés très restreintes.

Dans aucun des régimes urbains la responsabilité des mandataires du peuple n'était suffisamment définie. Et pourtant la croyance à l'efficacité des grands corps ôtait aux réformateurs jusqu'à l'idée d'introduire le principe directorial dans la gouverne des villes. Les choses en étaient là quand le Hasard, ou, si on l'aime mieux, la Providence, s'en vint offrir la solution. Le Hasard est très capricieux. Cette fois il se présenta sous les traits d'un raz-de-marée.

L'Expérience de Galveston

Le 8 septembre 1900, un raz-de-marée détruisait partiellement Galveston. Un sixième de la population perdait la vie, la moitié de la ville était démolie. Depuis 1895 le conseil municipal était élu au scrutin de liste: cela n'empêcha pas le crédit

de la ville de dégringoler. Des rentes municipales cotées au pair tombèrent à 60. En quelques heures ce fut partout l'anarchie. Les grands dangers inspirent les grandes résolutions; les citoyens de Galveston songèrent alors à cette chose très simple—simple comme l'œuf de Colomb; il suffisait d'y penser—d'appliquer à leurs affaires municipales les procédés administratifs que chacun d'eux appliquait à ses affaires personnelles. Ils réfléchirent—chose merveilleuse!—qu'une ville n'est qu'une entreprise commerciale avec beaucoup d'actionnaires; seulement, pendant que la Compagnie, pour peu qu'elle se soit débarrassée de la concurrence, peut commettre autant d'erreurs qu'elle voudra sans se ruiner, tous les citoyens de la Ville sont appauvris par les bêtises ou la malhonnêteté de leurs représentants. Avec l'autorisation du parlement du Texas, ils remirent le sort tout entier de leur ville à cinq commissaires, ou directeurs, élus pour deux ans. Un des cinq, appelé maire, devait exercer une surveillance générale sur les affaires de la ville en même temps qu'il participerait aux délibérations. Les quatre autres, une fois élus,—une fois élus, remarquons bien ce détail,—devaient se partager ainsi la haute direction des affaires: 1° Finances; 2° Sécurité générale, comprenant police, hygiène, protection contre le feu; 3° Voirie et Propriété publique; 4° Eaux et Egouts. Je puis me tromper quant aux détails, mais ce sont là, je crois, les grandes lignes. Par ce système on assurait la promptitude d'exécution, mais surtout on concentrait la responsabilité sur cinq têtes faciles à reconnaître dans le tumulte d'une consultation électorale. Quelques mois après, Galveston était sorti de ses ruines, le crédit de la ville était complètement restauré, et par tout le Texas on se demandait si la forme idéale de gouvernement municipal n'était pas enfin découverte. Galveston n'a pas changé de régime depuis. Elle n'a pas changé non plus de gouvernants; sauf un remplacement nécessité par un décès, le Directoire, ou Comité exécutif, est encore le même aujourd'hui qu'il y a sept ans. Le régime directorial, avec des variantes, est depuis trois ou quatre ans en pratique dans plusieurs autres villes du Texas: Houston, Fort-Worth, Dallas, El-Paso, Greenville, etc.

Le Régime de Des-Moines

C'est encore un hasard qui devait introduire ce régime dans les États du Nord, ou du Centre-Nord.

Vers 1906, un citoyen de Des-Moines, dans l'Iowa, M. Berryhill, qui avait de grandes propriétés dans le Texas, allait à Galveston régler une affaire avec les autorités municipales. Ce monsieur croyait connaître assez les mœurs édiliciennes pour ne pas s'attendre à un arrangement très prochain. Il apportait avec

lui ses doutes—qui sait, peut-être aussi son carnet de chèques. Peut-être, lui aussi, dans sa carrière d'homme d'affaires, s'était-il déjà trouvé en face du coffre-fort sur la poignée duquel une main mystérieuse a mis cet écriteau: "Vous pouvez ouvrir, la porte n'est pas BARREE." M. Berryhill eut l'agréable surprise de pouvoir régler son affaire en dix minutes . . . sans rien déboursier. On lui expliqua le gouvernement de Galveston. De retour à Des-Moines il entreprenait, par la parole et par la plume, de le faire connaître à ses concitoyens. Résultat: le parlement de l'Iowa votait en 1907, sur le modèle galvestonien, une charte générale que toutes les villes d'une certaine importance étaient autorisées à adopter sur la proposition de 25 pour cent des électeurs. Ce régime, en usage à Des-Moines et à Cedar-Rapids depuis deux ans, est connu aux Etats-Unis et a été préconisé au Canada sous le nom de "Régime de Des-Moines". Il devrait plutôt s'intituler le "Régime de l'Iowa", puisqu'il a été adopté en principe par le parlement de cet Etat. Il diffère de l'autre sur plusieurs points. Par exemple, il comporte le droit de veto pour le maire—droit qui n'existe pas à Galveston, et l'expérience semble donner raison là-dessus aux villes du Texas, les directeurs étant assez directement assujettis au contrôle populaire pour n'avoir pas besoin d'un contrôle supplémentaire qui crée d'ailleurs au sein du Directoire une inégalité dangereuse. A Des-Moines, contrairement à la pratique de Galveston, chacun de candidats brigue un office déterminé. Et ainsi de suite. Mais dans l'un et l'autre régimes, la responsabilité du gouvernement est concentrée sur un petit nombre d'hommes qui remplissent tout à la fois les fonctions de législateurs, de gouverneurs, et, avec le concours des fonctionnaires permanents, d'administrateurs.

Les Contrepoids

Naturellement, on ne pouvait conférer des pouvoirs aussi étendus à un si petit nombre d'hommes sans y mettre de contrepoids. Dans le Texas, presque partout les concessions ("franchises"), et en certains cas les dépenses, sont subordonnées au vote populaire ou Referendum; certaines villes ont en outre l'Initiative, ou législation directe, et la Révocation directe des mandataires du peuple. Le nouveau régime municipal de l'Iowa comprend deux éléments bien distincts: d'un côté le Directoire, ou Commission, ou Conseil, composé de cinq hommes; de l'autre côté le Peuple, qui dirige ses mandataires, les contrôle, et au besoin les casse, par le moyen de la législation directe, du plébiscite (ou referendum) et de la censure. Par exemple, le Directoire refuse-t-il de passer tel ou tel règlement: vingt-cinq pour cent des électeurs ayant voté à l'élection précédente peuvent demander

la mise aux voix de ce règlement, et s'il est adopté par le peuple, il a force de loi. Le Directoire veut-il faire un contrat d'éclairage ou concéder l'usage de la voie publique pour quelque fin que ce soit: il peut conclure tel marché qu'il voudra, mais, dans les dix ou quinze jours suivants, un nombre déterminé de citoyens pourra demander un plébiscite. En tout temps, la révocation d'un directeur peut être mise aux voix sur demande de 25 pour cent des électeurs. Voilà, semble-t-il, des garanties de bon gouvernement. Car si les consultations populaires agitent toujours plus ou moins l'Etat, cette agitation est nécessaire pour intéresser les citoyens à la chose publique; et du reste, il semble que le seul effet de la législation essentiellement démocratique de l'Iowa, et du Texas, ait été d'assagir les hommes publics au point de rendre l'appel au peuple inutile.

La loi générale de l'Iowa—qui paraît résumer, en ses dix pages, l'essence de la sagesse américaine, j'oserais dire de la sagesse humaine, en matière de gouvernement municipal, et que l'on pourrait proposer pour modèle aux législateurs de la Province de Québec—offre encore plusieurs autres sauvegardes. Pour assurer un choix intelligent, elle requiert une première élimination de candidats par voie de scrutin. Elle interdit les délibérations secrètes. Elle oblige le Directoire à fournir chaque mois à la Presse un état de ses opérations, et à tenir en tout temps sa comptabilité ouverte au public. Elle interdit aux directeurs tout intérêt direct ou indirect dans les adjudications ou les marchés municipaux. Elle exige la nomination et la promotion de tous les employés et fonctionnaires au concours, par trois commissaires nommés pour six ans et sortant de charge à tour de rôle tous les deux ans. Ces commissaires relèvent du Directoire, mais ils ne peuvent être révoqués qu'aux quatre cinquièmes des voix.

Le Progrès du Mouvement

Cinquante villes américaines ont déjà adopté, avec quelques différences de détail, le régime de Galveston et de l'Iowa, et cinquante autres songent sérieusement à l'adopter.

Fait plus important encore, et qui indique bien l'intérêt toujours grandissant porté depuis quelque temps par le peuple américain aux problèmes municipaux, plusieurs Etats, parmi lesquels le Wisconsin, le Kansas, le Mississippi, ont reconnu l'autonomie absolue des municipalités par des lois identiques à celle de l'Iowa, et le principe de la restriction des conseils municipaux, qui jusque-là n'avait été mis à l'essai que dans des villes de trente-cinq mille âmes, comme Galveston, ou de quatre-vingt mille âmes, comme Des-Moines, a pénétré grâce

aux lois de ce genre dans des villes de plus de cent mille habitants, comme Kansas-City. Boston adoptait il y a quelques semaines une forme mitigée de Directoire—quelque chose comme notre nouveau régime montréalais: comité exécutif élu au scrutin de liste, et chambre législative élue au scrutin d'arrondissement. Portland, capitale de l'Orégon, adoptait en 1901 le régime des deux Chambres, l'une législative et l'autre exécutive, mais toutes deux nombreuses; en 1909 elle s'est donné un directoire de sept membres qui rempliront, avec quatre fonctionnaires généraux élus par le peuple, toutes les charges du gouvernement municipal. Le principe du Directoire, sous des formes diverses, régit maintenant des populations variant de 3,000 à 700,000 âmes.

L'objection principale formulée au début, savoir, que des pouvoirs aussi vastes, exercés par des hommes malhonnêtes, seraient le pire des dangers pour la Ville, disparaît graduellement. On comprend que l'intérêt du peuple n'est pas d'avoir beaucoup de mandataires, mais de faire en sorte que ses mandataires ne puissent échapper à leurs responsabilités. Et chose curieuse, alors que partout l'on se refusait à croire que cinq hommes, ou sept hommes, pussent en remplacer trente, quarante ou cinquante au gouvernement d'une ville, on constate aujourd'hui la justesse de cette observation de M. Lowell, recteur de Harvard, que cinq bons citoyens, secondés par des fonctionnaires compétents, ont moins de mal que quarante à administrer une grande ville. Même aux heures les plus sombres de l'histoire de Galveston, les membres du Directoire n'ont jamais trouvé nécessaire de consacrer tout leur temps à la chose publique.

Quant aux résultats administratifs, M. Eliot les a résumés en écrivant, à la suite d'un voyage d'études dans le Sud, que Galveston avait révélé aux Etats-Unis le régime municipal le plus rapproché d'une bonne administration de banque ou d'usine.

Bref, le peuple américain est en voie de se rendre compte que la question municipale ne se réduit pas à une question d'hommes comme on l'a prétendu longtemps; qu'il y a vraiment des systèmes de gouvernement qui tiennent les bons citoyens à l'arrière-plan et d'autres systèmes qui les incitent à s'occuper de la chose publique; et que le principe du Directoire, contrepesé par la triple action de l'Initiative, du Referendum et de la Révocation directe, est de tous le plus propre à assurer, en même temps qu'une administration vigoureuse, des élections judicieuses.

A Newport, dans le Rhode-Island, le gouvernement municipal est calqué depuis deux ans sur l'ancien régime rural de la Nouvelle-Angleterre. Le pouvoir législatif—y compris le vote du budget—est exercé par cent quatre-vingt-quinze conseillers élus à raison de 39 par quartier (il y a cinq quartiers), et le pouvoir

exécutif par cinq échevins. Il y a en outre le maire. Le peuple doit être consulté sur les emprunts. Newport n'ayant que dix-huit à vingt mille habitants, aucune expérience de gouvernement municipal ne saurait y donner des résultats concluants.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Vous avez vu que je désignais le nouvel organisme sous des noms différents. Dans le Texas on l'appelle "Commission"; dans l'Iowa, "Council". A Portland, si je ne me trompe, il s'appelle "Executive Council". J'emploie de préférence les noms de "Directoire" et de "Comité exécutif", parce que ce sont ceux qui répondent le mieux aux fonctions et que—détail qui a son importance—ce sont aussi les seuls qui soient bien français. J'espère, en tout cas, avoir exposé le système américain assez clairement pour vous faire voir sur quels points il y aurait lieu d'en rapprocher encore davantage notre propre régime municipal.

Notre Propre Régime.—Amendements nécessaires.

Avocat, passons au déluge, je veux dire à la ville la plus sale et la plus mal gouvernée de l'Amérique du Nord.

En votant le 20 septembre dernier pour la création d'un Bureau de Contrôle, ou, pour mieux dire, d'un Comité exécutif, le peuple de Montréal a voulu avant tout abolir à l'Hôtel-de-ville le fractionnement presque infini des responsabilités. Il a voulu centraliser entre les mains d'un corps compact et directement responsable aux citoyens l'administration de la Voirie, dont il croyait avoir le plus à se plaindre et qui lui attirait le plus de critiques, et les critiques les plus désagréables, de la part de l'étranger. Il y a cependant dans la loi un certain nombre de vices dont nous devons demander la correction, si nous ne voulons pas qu'un régime excellent en principe tourne au bénéfice des farceurs et des exploitateurs.

Tout d'abord je ne comprends guère ce que l'on a voulu dire par l'article 21 :

"La cité de Montréal, à partir des prochaines élections générales de son conseil, sera GOUVERNEE par un conseil composé du maire et d'un échevin par quartier. . . ."

Le *gouvernement* est la fonction de l'*Exécutif*. Or, partout ailleurs dans la loi—sauf pour quelques fins particulières—le Conseil est considéré comme un corps *législatif*.

Il est vrai qu'on statue à l'article 21a que "les affaires de la cité sont *administrées* par un bureau de commissaires . . .", et qu'on semble ainsi avoir voulu établir une différence entre le

gouvernement et l'administration. Mais si cette différence existe—et elle existe—elle n'est pas du Conseil proprement dit au soi-disant Bureau de Contrôle; car, dans l'esprit évident de la loi, le Conseil *légifère*, le Bureau *gouverne*, et les fonctionnaires *administrent*. Il y a là une question de mots qu'il sera bon de régler dans une refonte de la loi.

L'article 21d porte que "tout électeur habile à voter à l'élection des commissaires et qui désire voter, doit enregistrer son vote *au bureau de l'arrondissement où il a son domicile*". Cet article privera-t-il de son droit de suffrage le propriétaire qui habite hors de Montréal, mais qui, par sa propriété, est intéressé lui aussi au bon gouvernement de la Cité?

L'article 21n porte que "le Conseil, peut, par règlement ou résolution, assigner au bureau des commissaires tous tels devoirs (Messieurs et dames, excusez l'écriture!) qu'il juge convenable et opportun . . ." Cet article devra être rendu plus clair; il ne faut pas retirer d'une main au Comité exécutif les pouvoirs qu'on lui donne de l'autre. L'article portant que le Conseil pourra casser une décision du Comité exécutif "à la majorité absolue des voix" est plus que suffisant; on peut même se demander s'il n'y aurait pas lieu d'exiger ici un vote des deux tiers.

Le paragraphe 3 de l'article 21 stipule que "les contrats à long terme, l'octroi de franchises, privilèges, l'émission de débentures, projets d'emprunts, devront être décidés par le Conseil". On ne sait au juste ce qu'il faut entendre par "contrats à long terme", et si le Conseil, sans sortir de ce mot, ne pourrait pas faire, même pour les travaux publics, des marchés contraires à ceux du Comité exécutif. Chose moins douteuse, c'est que le Conseil n'aurait parfois qu'à combattre telle ou telle émission d'obligations, tel ou tel emprunt, pour faire échec à toute la politique du Comité.

A Montréal, on entend par "octroi de franchise" toute concession concernant l'usage de la voie publique. Il aurait été plus sage de laisser ces concessions au corps chargé de l'administration de la voirie, quitte à exiger un plébiscite pour telle ou telle concession particulière, comme les tramways, l'éclairage, etc.

Les pouvoirs et les attributions du maire ne sont pas suffisamment définis. La loi actuelle autorise le maire à frapper de son veto les décisions du Conseil. Ce pouvoir ne peut être exercé par un membre du Comité exécutif, car alors, en cas de dissidence entre les deux corps, le droit de veto du Conseil se trouverait annulé. De toute évidence, il vaudrait mieux laisser le maire dans la position indépendante qu'il a occupée jusqu'ici, et le remplacer par un autre au Comité.

L'article relatif aux traitements porte que "les commissaires pourront toucher de 5 à 10,000 dollars par an, sauf le maire qui devra se contenter d'une addition de \$2,000 à son traitement de \$4,000". Est-il besoin de faire observer combien ce dispositif est illogique, puisque le maire, outre sa charge de membre de l'Exécutif, devra continuer à remplir les fonctions très onéreuses de la magistrature suprême?

L'article 21^p oblige les membres du Comité à donner tout leur temps à leurs fonctions. Pendant six ans, le Conseil actuel a débattu ou fait semblant de débattre la question de l'éclairage; on est encore aussi loin que jamais de la solution. Cinq hommes de bonne volonté avisés par des fonctionnaires de premier ordre auraient pu régler cette question en une semaine, et cela confirme la prétention de M. Lowell, que dans une certaine mesure, loin d'augmenter, le travail d'un corps délibérant diminue en raison directe de la restriction du personnel. Il faudra voir s'il ne serait pas mieux, dans l'intérêt même de la Ville, de soustraire nos directeurs à l'application de l'article 21^p. Il est en effet à présumer que la principale objection de bon nombre de citoyens à se porter candidats sera la nécessité d'abandonner complètement leurs propres affaires pendant quatre ans ou plus, et, dans certains cas, de ruiner ainsi leur commerce.

Quelques Lacunes

Il est d'autres incompatibilités qui devraient être stipulées et qui ne le sont pas.

L'article de la loi de l'Iowa qui interdit au directeur ou commissaire d'être intéressé directement ou indirectement dans une concession ou dans un marché municipal devrait être inséré dans notre loi. Peut-être n'aurions-nous plus alors la surprise—surprise, oh! pas pour tout le monde!—de lire dans les journaux ce que nous lisions récemment dans le "Star", savoir: qu'un certain nombre d'échevins s'étaient fait prendre à découvert dans une spéculation de Bourse sur la "Montreal Light, Heat and Power Company". Ces braves gens avaient, paraît-il, escompté une baisse à la suite de leur dernier vote, et, malheur des malheurs! le cours a monté.

Nous l'avons vu, la loi de l'Iowa exige la nomination et la promotion de tous les employés publics au concours. A Montréal, le régime administratif restera soumis au gré des commissaires. En supposant que ceux-ci soient moins esclaves du "patronage" que les échevins actuels, le mieux serait encore de ne pas les induire en tentation.

La loi, à Montréal, ne prévoit ni l'Initiative, ni le Referendum, ni la Révocation. Sans doute l'application de ces trois principes présente des difficultés dans les grandes villes. Sans doute aussi cette application n'est pas nécessaire partout au même degré; par exemple, si nous avons suffisamment défini les responsabilités pour obliger le Comité à respecter en tout la volonté populaire, le besoin de législation directe disparaît, ou du moins se trouve amoindri. Quant à la révocation directe des mandataires du peuple, on conçoit tout ce qu'elle offrirait d'inconvénients, dans une ville d'un million d'âmes où chaque scrutin coûterait de vingt à trente mille piastres. Cependant, même ce principe pourrait être inscrit dans la loi, avec la stipulation qu'il faudra la requête d'au moins 33 pour cent des électeurs pour poser la question devant le corps électoral. Cette proportion peut sembler élevée, mais si le droit de révocation avait existé à Montréal cette année, je ne doute pas qu'on eût trouvé trente-trois pour cent des électeurs pour demander la révocation de certains échevins, et que—pour ne prendre qu'une commission—le public eût été bien aise de payer \$20,000 la faculté de purger la ville du dés-honneur que la direction actuelle de la police constitue pour elle.

L'article de la loi de l'Iowa qui oblige les directeurs à communiquer leurs opérations tous les mois à la presse, et qui leur interdit toute seance secrète, aurait également sa raison d'être à Montréal.

L'avenir des commissions actuelles n'est pas prévu par la loi, et même, la clause 2 de l'article 21¹ semble indiquer qu'elles continueront d'exister. La plupart des villes américaines ont confié à leur Conseil exécutif la direction de la Sûreté générale, comprenant la police, l'hygiène et la protection contre le feu. C'est là le seul pouvoir qui chez nous n'est pas explicitement délégué au Comité, et il n'y a pas de raison pour qu'il ne soit pas exercé par une commission unique qui nous débarrasse enfin des rivalités et des conflits auxquels nous ont habitués les commissions actuelles. En tout cas, il n'est certainement plus besoin de sept commissions échevinales à côté du Comité exécutif.

Aux Etats-Unis, presque partout où le nouveau régime a été adopté, le Comité exécutif a été autorisé à reviser, pour la première année, le budget de dépenses laissé par le Conseil expirant. Nos échevins, dans le but évident de consolider leur propre situation et d'embarrasser le Comité, n'ont pas hésité à voter pour l'année prochaine le budget que celui-ci sera appelé à dépenser. Dès sa première session, le parlement de Québec devrait autoriser le Comité à modifier comme il l'entendra ces dispositions budgétaires d'un corps moribond et discrédité.

A Montréal, le nombre des candidatures au Comité exécutif est virtuellement illimité. La nécessité d'un bulletin de présentation signé par un certain nombre d'électeurs est maintenue, mais, étant donné le chiffre du traitement, il est à craindre que la liste des candidats ne soit excessive et qu'il n'en résulte de la confusion pour l'électeur peu instruit. La loi de Galveston, qui requiert la signature de 500 citoyens, ou celle de l'Iowa, qui requiert un scrutin éliminatoire, devrait être adoptée à Montréal. Nous pourrions, comme à Des-Moines, ne conserver que les deux candidats à la mairie et les huit candidats au Comité exécutif qui auraient rallié le plus grand nombre de suffrages, et ces dix candidats formeraient eux-mêmes la liste à être soumise en définitive aux électeurs.

Le plus grand danger que présente le maintien d'une deuxième chambre à Montréal, ce sont les combinaisons qui peuvent s'effectuer entre une faction du Comité exécutif et une faction du Conseil. La loi porte que les quatre commissaires doivent être élus tous les quatre ans à la date des élections échevinales. Dans ces conditions, il est bien difficile d'empêcher des brocantages électoraux qui restreindront la liberté d'action des élus au détriment de l'intérêt public. Il serait plus logique de faire élire les commissaires par rotation, à raison d'un par année. Le Comité se renouvellerait ainsi en quatre ans, et toute entente collective avec les échevins deviendrait impossible.

Le droit d'enquête, y compris l'assignation et l'assermentation des témoins, est laissé tout entier à l'ancien Conseil. Il devrait être au moins partagé entre les échevins et le Comité exécutif.

La loi ne dit pas clairement, ou même ne dit pas du tout, qui révoquera les fonctionnaires.

La loi ne contient aucune disposition précise touchant l'adjudication des travaux publics. Pour éviter la répétition des fraudes qui se sont commises de tout temps à l'administration de la voirie, ou devrait obliger les commissaires à préciser, dans leurs annonces d'adjudication, le temps, le lieu et l'étendue des travaux à exécuter.

Les Vices Capitaux de la Charte

Mais les trois vices capitaux de notre Charte, les voici :

Premièrement, elle laisse subsister l'échevinat. Autrefois, à l'Hôtel-de-ville, il était presque impossible de prendre qui que ce soit en faute. Par exemple, qui pourrait donner aujourd'hui, même approximativement, à chacun des chefs du Conseil expirant sa part de responsabilité des négociations relatives au régime du

gaz et de l'électricité? (Je ne parle que des chefs: quant au mnue fretin, personne ne s'intéresse à ses actes, et cela empire encore la situation.) Les négociations se poursuivent depuis six ans. Il n'est pas excessif de dire qu'elles ont été caractérisées par la plus profonde ineptie ou la plus insigne mauvaise foi. Et cependant, nous voyons de soi-disant journaux réformistes faire mousser des candidatures à la mairie et au Comité exécutif au profit des hommes dont l'ineptie ou la malhonnêteté nous a privés de tout moyen de défense contre le trust de l'éclairage*. Et bon nombre de citoyens, ne sachant exactement à qui faire porter la responsabilité, semblent avoir pris le parti—parti imbécile, parti désastreux,—d'épargner tout le monde. Même avec l'autorité presque souveraine accordée au Comité exécutif pour les travaux publics, le maintien de l'échevinat amènera de nouveaux malentendus. Etait-il possible de remettre d'un seul coup toute l'administration de la Ville à cinq hommes élus au scrutin de liste? L'intérêt des minorités s'y opposait peut-être. Nous les Canadiens-Français, nous devons prendre garde de ne pas appliquer aux autres un régime que nous ne voudrions pas qu'on nous appliquât à nous-mêmes. Au point de vue purement national, la représentation d'arrondissement est une garantie laissée à la minorité de langue anglaise. A nous cependant de définir les attributions de chaque corps assez clairement pour prévenir des comédies comme celles qui se jouent depuis six ans à propos de l'éclairage.

Plus d'Autonomie I

Deuxièmement, nous restons sous la tutelle du parlement de Québec en matière municipale. "Taxation without representation"—"l'impôt sans représentation"—est un abus auquel le citoyen britannique ne s'est jamais soumis. Chaque fois que le parlement provincial—c'est-à-dire M. Gendron d'Ottawa, M. Caron de Matane, M. Carbonneau du Lac Saint-Jean, M. Godbout de la Beauce, M. Gaboury de Pontiac,—chaque fois que le parlement provincial intervient pour nous dicter en tout ou en partie l'affectation de notre budget municipal, c'est l'impôt sans représentation. En justice pour ce parlement qui passe, peut-être à tort, pour machiner chaque année avec quelques intéressés de Montréal les articles les plus importants de notre législation financière (le bill de la Montreal Water & P. Co., comportant un ou deux millions de piastres de boodlage, serait le fruit d'une entente de ce genre au dire de certaines gens), mais en justice surtout pour les citoyens de Montréal, il faut que notre ville, comme du reste toutes les autres villes de la province, puisse désormais se gouverner elle-même. Il y a quelque chose de pis encore que [la

* On est prié d'observer que ces paroles furent prononcées le 30 novembre.

gouvernement par deux chambres, c'est le gouvernement par trois chambres: le Comité exécutif ou Bureau de Contrôle; le Conseil ou Chambre échevenale; et le Parlement provincial*. Le juge naturel des besoins de Montréal est le peuple de Montréal. Si la délégation d'une autorité illimitée aux représentants municipaux paraît trop dangereuse, qu'on institue le referendum: le frein le plus sûr de tous les excès sera l'intérêt du peuple. Rien n'a autant contribué à détourner le peuple de la question municipale que l'intervention constante, et bien ou mal intentionnée, d'un pouvoir extérieur sur lequel lui, le peuple, n'avait qu'un contrôle illusoire.

La Législation Electorale.— Un Danger Formidable

Troisièmement, la loi adoptée à la dernière session laisse subsister l'ancienne législation électorale.

Les deux objets principaux d'une loi électorale sont l'inscription et la votation. Je ne veux pas appuyer sur les abus engendrés par le mode actuel d'inscription: tout le monde s'accorde à dire que malgré les restrictions dont on l'a entouré, le multiple droit de vote accordé au propriétaire pour l'échevinat reste d'un abus trop facile pour la mairie, et devrait disparaître. Je veux uniquement m'attacher au problème de la votation.

Or, je ne crains pas d'affirmer que dans toute élection quelque peu contestée, à Montréal, il n'y a pas eu un scrutin honnête depuis vingt ans. Rien dans les registres municipaux ne permet d'établir l'identité du votant; ni signature, ni signalement. Et comme, à chaque élection, un grand nombre d'électeurs sont introuvables, et que d'autre part, même si tous les votants étaient introuvables, il serait encore impossible au candidat de se faire représenter dans tous les bureaux de votation par des hommes connaissant tous les votants, la fraude a beau jeu. Il est certains quartiers de Montréal où les bouges se vident le jour du scrutin, pour permettre aux filles d'aller voter au nom des femmes électeurs, restées pour la plupart à la maison par une timidité de mauvais aloi. La "télégraphie" masculine et féminine atteint parfois jusqu'à douze et quinze cents voix dans un seul quartier. On ne vote pas seulement pour les morts et pour les absents, on vote aussi pour les retardataires, et ceux qui seraient tentés de s'en étonner font vraiment preuve d'une grande naïveté. A l'élection provinciale de Saint-Jacques, en 1908, un des hommes les plus connus de Montréal, M. J.-B. Dupuis, de la maison Dupuis Frères, apprit en se présentant au bureau de votation, rue Saint-

* On nous fait observer très justement que Montréal est régi en réalité par quatre chambres, puisque le parlement provincial lui-même comprend l'Assemblée législative et le Conseil législatif, et ce que ce dernier corps est précisément le plus irresponsable.

Hubert, dans l'avant-midi, qu'on avait déjà voté en son nom. A l'élection du 11 novembre dernier, un éminent Conseiller du Roi présenta à certain bureau de votation de la rue Craig un bandit qu'il prétendait être Hylas Tremblay et qui dut se défilier promptement parce que, par un heureux hasard, le président du bureau connaissait le véritable Hylas Tremblay, et que ce n'était pas celui-là.

Lorsqu'on pousse à ce point l'audace, le public peut se faire une idée de ce qui se passe dans les coins noirs. Le "Star" propose la prolongation du scrutin jusqu'à 7 heures, et voici une réforme à laquelle il est surprenant qu'on n'ait pas songé plus tôt. Me sera-t-il permis cependant d'exprimer une crainte? De l'élection du 1^{er} février prochain dépendra peut-être l'avenir de notre ville. Si le nouveau régime est inauguré par des honnêtes gens, la foi du peuple au régime démocratique renaît, nous entrons dans une ère nouvelle. Si au contraire la canaille réussit à se maintenir au pouvoir, la foi est morte, et comment désormais la ressusciter? Songez maintenant aux intérêts en jeu: vingt-cinq millions à dépenser la première année; la direction presque absolue d'une ville de cinq cent mille âmes, qui en aura bientôt un million! Si jamais la fraude électorale a tenté des candidats, ce sera cette fois-là. Et s'il est impossible d'empêcher la fraude avec un scrutin au grand jour, que sera-ce quand le plus actif de la votation aura lieu à la lueur des bougies?

Seuls ont droit de vote aux élections municipales ceux qui ont payé leurs taxes. Il n'y a pas un citoyen sur vingt qui ne pourrait payer sa taxe en personne s'il existait des bureaux de collection dans tous les quartiers à l'époque des encaissements. On pourrait à ce bureau exiger la signature du contribuable et prendre le signalement de ceux—très rares aujourd'hui—qui ne savent pas signer. Et la signature comme le signalement seraient utilisés le jour du scrutin pour empêcher la fraude; car les faussaires trouveraient maintenant le jeu trop difficile. Jusquelà, la prolongation du scrutin pendant trois heures d'obscurité offrira un danger dont même les citoyens les plus avertis ne se font pas une idée. L'ouvrier, privé pendant si longtemps de son droit de vote, consentira volontiers une fois de plus à ce sacrifice, si la prolongation du scrutin sans preuve d'identité devait avoir pour unique résultat de mettre à jamais la ville de Montréal à la merci des voleurs.

Appel aux Bonnes Volontés

Ces réserves faites, Mesdames et Messieurs, je n'hésite pas à dire que la régime voté par les citoyens de Montréal le 20 septembre dernier est admirable. On n'a pas pensé à tout, voilà

tout. Ce régime, en tout cas, il vaut infiniment mieux que la prétendue Commission technique proposée comme alternative—tant qu'il y eut moyen de leurrer le peuple—par les échevins véritablement responsables de la dégradation de notre vie municipale, et qui, sur la fin de l'enquête, se sentant emportés par le courant de l'indignation publique, se ralliaient avec un empressement si comique, et si suspect, à l'idée du Comité électif. Tout ce qu'il faut, c'est d'amener l'autorité provinciale à améliorer la loi. Et comme je le disais tantôt, la manière la plus radicale et la plus sûre d'amender la loi, c'est de nous donner une charte nouvelle qui soit elle-même la dernière que nous tenions du parlement.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Ce ne sont pas les échevins qui nous obtiendront cette réforme. Il ne faut pas non plus que ce soit le Comité exécutif, car alors, il ne manquerait pas de gens pour soupçonner que l'intérêt n'a pas été étranger au mouvement. La demande doit venir du peuple, du peuple représenté par l'Association de Réforme, la Ligue du Progrès civique, les syndicats ouvriers et les journaux.

De la sincérité des journaux, de tous les journaux, je ne veux pas douter, même s'il arrive quelquefois à certains de nos confrères de nous présenter comme des héros du devoir civique des hommes dont la lâcheté dans les circonstances difficiles, et les calculs d'intérêt personnel en toute occasion, ont conduit la ville à deux doigts de la banqueroute morale. Mais les organes de salut, ce sont moins les journaux—simples entreprises industrielles pour la plupart—que des associations comme celle qui nous a réunis ce soir.

Aux Etats-Unis, où toutes les forces corruptrices étaient liguées contre la Ville, il existait autrefois des ligues municipales composées d'élus du peuple. Inutile de dire pourquoi ces associations ne produisaient rien de bon: les membres, se considérant avant tout comme les porte-parole de leur ville, en défendaient l'administration bonne ou mauvaise, et le public, lui, restait Gros-Jean comme devant. On ne saurait citer un seul mouvement sérieux de réforme inauguré par les corps de ce genre. Il a fallu que l'impulsion vint d'ailleurs. Heureusement elle est venue. La "National Municipal League", pour ne mentionner qu'elle, accomplit depuis bientôt seize ans une œuvre admirable. Grâce à elle en majeure partie, on est, par toute l'étendue des Etats-Unis, en voie de changer la forme du gouvernement municipal dans le sens d'une plus grande indépendance des partis politiques et d'une plus grande autonomie. Les villes la

consultent. Les Etats lui demandent des projets de loi. Elle est devenue en quelque sorte, avec le concours d'hommes illustres comme MM. Elliott et Lowell, l'arbitre suprême en matière de législation municipale. Nous avons maintenant à Montréal des associations identiques. Leur rôle consistera surtout à tenir constamment sous les yeux de chaque citoyen l'intérêt immédiat qu'il a au bon gouvernement de la ville.

Dans ses "Problèmes Politiques", M. Emile Faguet fait observer très justement:—

Dans les grands périls, dans les grandes crises, dans les grands malheurs, l'intérêt personnel et l'intérêt local s'oublient; ils cèdent le pas devant l'urgence de l'intérêt public. On sait bien, en 1789, qu'il faut, avant tout, donner une constitution précise à la France; on sait bien, en 1870, qu'il faut faire la paix et réorganiser le pays. L'intérêt public est tellement, dans ces occurrences, le premier intérêt personnel de chacun, que tous les autres s'effacent d'eux-mêmes. Mais en temps normal, encore qu'il y ait toujours une idée générale qui devrait guider les esprits et un sentiment général qui devrait animer les cœurs, cette idée générale n'est pas assez nette, assez évidente, assez éclatante; ce sentiment général n'est pas assez fort, assez pressant et impérieux pour l'emporter sur les suggestions toutes proches et toutes incessantes de l'intérêt personnel ou local.

C'est à fortifier ce sentiment général que nos diverses sociétés civiques doivent s'employer. Qu'elles y aillent d'un cœur fort! Toute la question politique, toute la question sociale sera résolue, quand le peuple comprendra que la démocratie n'est pas l'art de se faire bien gouverner, mais de se bien gouverner.

M. NAPOLÉON CHAMPAGNE, membre du "Board of Control" d'Ottawa, invité par la Ligue, prend ensuite la parole et dit en résumé :

Comme je suis appelé à signaler les différences essentielles entre les deux systèmes, permettez-moi de faire à vol d'oiseau une comparaison entre votre projet et l'état de choses établi à Ottawa. Nous avons, comme vous, quatre "contrôleurs" et le maire. Nous sommes élus pour une année, et vos "contrôleurs" le seront pour quatre. Il me semble qu'il aurait peut-être été plus sage de prendre un moyen terme, en élisant vos représentants pour deux ans. De cette façon, les "contrôleurs" incompetents auraient pu être renvoyés plus tôt. Cependant, à Montréal où le budget compte pour des millions, une politique suivie a aussi son bon côté.

L'article de votre loi qui oblige les "contrôleurs" à donner tout leur temps aux affaires municipales me paraît très sage. Ils pourront ainsi s'occuper des détails et mieux se rendre compte des besoins de la ville.

Le traitement chez vous sera de cinq à dix mille dollars par année. Nous n'avons que mille dollars. Une juste rémunération attirera vers la vie publique beaucoup d'hommes supérieurs que leur trop modeste état de fortune empêcherait de s'y consacrer.

Chez vous le budget sera préparé par les "contrôleurs" et devra être ratifié par la majorité absolue du Conseil. Chez nous, il ne peut être modifié ou rejeté que par un vote des deux tiers; toutefois, la majorité suffit pour le veto suspensif.

Chez vous, les marchés (contrats, etc.) peuvent être rejetés par le Conseil à la majorité des voix. Chez nous, un marché ne peut être rejeté ni modifié que par les deux tiers.

Chez vous, le budget de chaque service est voté en bloc. A Ottawa, sous l'ancien régime, nous préparions le budget en détail pour chaque service. Par exemple, dans le service des pompes, nous mettions tant pour les uniformes, tant pour les chevaux. A la fin de l'année, s'il restait une balance, on se croyait tenu de la dépenser; il arrivait alors que les pompiers étaient munis de deux uniformes et que les chevaux recevaient double ration. Maintenant, nous votons en bloc le budget de chaque service; s'il reste quelque chose à la fin de l'année, nous le versons au budget de l'année suivante. De cette façon, nous avons fait de véritables économies dans l'administration municipale, et évité beaucoup de tiraillements.

Chez nous, le "Board of Control" nomme les chefs de service; ces derniers sont responsables si le service fonctionne mal, et l'intervention d'un échevin n'est pas acceptée comme excuse. Le fonctionnaire congédié par le "Board of Control" ne peut être réintégré par le Conseil qu'aux deux tiers des voix. Jamais, en pareil cas, la décision des "contrôleurs" n'a été cassée.

Chez vous, les nominations sont faites par les "contrôleurs" et ratifiées à la majorité des voix par le Conseil. En quoi ce mode diffère-t-il de l'ancien? Si vous multipliez les personnes intéressées à nommer les employés, vous ouvrez la porte à tous les compromis, vous réveillez toutes sortes d'ambitions. Les nominations sont la principale cause de perturbation et de désarroi dans le rouage municipal.

A Ottawa, la police est dirigée par trois commissaires qui sont: le maire, le juge du comté, et le magistrat de police. Le magistrat de police et le juge du comté sont des fonctionnaires à vie, par conséquent insensibles aux influences pernicieuses. Nous avons donc un corps de police relativement parfait. Aussi, à Ottawa, les échevins et les "contrôleurs" ne sont mieux traités par la police que les autres citoyens, ce qui n'est que raisonnable.

M. Champagne montre ensuite l'inutilité des anciennes commissions sous le nouveau régime. Il n'admet le maintien de ces commissions que pour les affaires qui ne seront pas du ressort des "contrôleurs." Il demande aussi que les "contrôleurs" aient le droit de vote au Conseil, comme les ministres au Parlement; mais il insiste surtout sur la nécessité de bien définir les attributions. L'objet de la création d'un "Bureau de Contrôle," est de placer la responsabilité sur un petit nombre de personnes, afin de savoir à qui s'en prendre. Si vous fractionnez les attributions, vous fractionnez les responsabilités. Chez nous, nous sommes responsables au peuple, et les échevins ont peu ou point de blâme si la machine municipale est mal conduite. Mais la loi nous rend presque les maîtres de la situation. Le public a donc quatre hommes désignés d'avance à sa désapprobation s'il n'est pas satisfait.

Chez vous, les échevins seront encore, dans une large mesure, responsables de l'administration. Quand vous aurez à vous plaindre, vous aurez une vingtaine d'échevins à éliminer, et quelquefois, dans des quartiers où ils se seront, par le favoritisme, rendus presque invincibles. En rendant les "contrôleurs" responsables, vous n'avez affaire qu'à quatre hommes, et vous avez tous les électeurs de la ville pour vous venir en aide.

Je crois pouvoir dire que le "Bureau de Contrôle" a produit, à Ottawa, un excellent effet dans un autre ordre d'idées. La population anglaise, qui est en majorité dans la capitale, à deux reprises, élu un "contrôleur" catholique et canadien-français. Le "Bureau de Contrôle" a donc servi non seulement à nous donner une administration notablement meilleure, mais aussi à resserrer les liens de cordialité et de fraternité qui unissent les races française et anglaise.

Les professeurs GREGOR et MACNAUGHTON, de l'université McGill, et M. U.-H. DANDURAND, ont ensuite, dans un langage sympathique et éloquent, recommandé l'œuvre de la Ligue à l'assistance et à tous les citoyens de bonne volonté.†

† There is in the library of McGill University, a collection of articles and pamphlets bearing on the subject of government by Board of Control, and the experience of other cities.—*Ed.*

The Problems of Child Life.

STRATHCONA HALL, WEDNESDAY AFTERNOON DEC. 1ST, 3.30 P.M.

THE PRESIDENT, in opening, emphasized the fundamental importance of the problems of Child Life. The only real improvement of a city is one which secures better conditions for the children to grow up in. He paid tribute to the many excellent institutions and societies * working to this end, and assured them of the active sympathy of the League, which desires to help them by consolidation of forces and strengthening of public opinion. He made brief reference to some movements of great importance; notably medical inspection in schools, of which a beginning has now been made in Montreal; to the scheme for a school for crippled children (in connexion with the Children's Memorial Hospital), and to the need for the care of defective children.

MR. W. L. SCOTT, President of the Children's Aid Society,
Ottawa.

At the beginning of the reign of Queen Victoria there was not a single measure on the statute books looking to the reform of criminals, even children. The only thought was punishment; not one thought of reform. Ideals are changing now; but how few adult criminals can be reformed!† If we wish to empty our prisons we must stop the criminal stream at its source. Were there no neglected children, were every delinquent child treated sensibly and carefully, the next generation would see few adult criminals.

FOR NEGLECTED CHILDREN—HOMES.

Children needing help are (1) *neglected* (2) *delinquent*, the latter being the natural product of the former; the former come within the jurisdiction of provincial legislatures, the latter (speaking generally) under Dominion statutes. Ontario deals with the former by a system (copied in Nova Scotia, Manitoba, Saskatchewan, Alberta and British Columbia) which is in operation in nearly every civilised country—that of providing for them in

* Most of those on the President's list were represented at the meeting; but even an animated discussion of 3 hours, with 12 speakers, was quite insufficient to enable more than a few to present their work directly. Many important phases of the subject had to pass with little or no reference.

† Especially in the present state of the Criminal Code. Contrast the results at Elmira and Borstal.—Ed.

homes rather than in institutes. The first need of every child is a home. If every effort to reform the natural home fails, the Court can take away the parent's rights and vest them in the Children's Aid Society, which finds a good foster home in the country. There is no dearth of good homes, and the supply of children is never anything like equal to the demand. The possibility of overworking or illtreating the foster children is reduced to a minimum by regular visitation. What are the parent's rights compared to that of the children—the right to a fair chance? What chance has the daughter of a prostitute or the son of a thief? Why should they, without their understanding and consent be committed to a life of degradation? The system has been at work 16 years in Ontario with unqualified success; 7,000 children have been placed and 98% turned out well. This figure represents about 10% of the children helped in their own homes. What an army of embryo criminals changed into law-abiding citizens! Many children have been sent back to their parents, and there are remarkable cases on record of parents reformed by the desire to get back their children. One benefit must be mentioned, the happiness brought by the children into childless homes.

FOR DELINQUENT CHILDREN—PROBATION.

For delinquent children probation is the only method—it is steady, persistent, habit-forming. You can punish children into criminals, but into nothing else; only good habits make the good man. But one probation officer for a city the size of Montreal is absurd. We have four in Ottawa and find them none too many. You cannot do really effective work without the Juvenile Delinquents Act, which can be proclaimed on the following conditions fixed by Order in Council:—

1. A proper Detention Home must be established and provided for.
2. A Juvenile Reformatory must be available.
3. A judge must be prepared to sit in the Juvenile Court.
4. An adequate staff of probation officers must be provided.
5. A Juvenile Court Committee must be formed.

Only 1 and 4 create any difficulty, but the case for them is clear and final. Children should not, for however short a time, be made acquainted with prison; but be placed where every influence for good may be brought to bear. The Ottawa Detention Home

has worked wonders. Many boys who seemed fit only for reformatories have, after a week or two in the detention home, been successfully placed in a foster home, or even returned to their parents. The Home is on the outskirts of the city in a big garden in which the children work and play; it is in charge of a man and his wife with whom the children live as in a family. Contrary to the expectation even of those who hoped most from the Home, restraint is hardly ever necessary; the children do not want to run away.

The staff of probation officers must be provided for out of public funds, either provincial or civic.† In Ottawa five people give all their time; the city maintains the Home, paying the Superintendent (who is a probation officer) and his wife, the matron. The city also pays the Chief Probation Officer; two lady assistants being at present paid by the Children's Aid Society. Probation cases have averaged 250 a year in the 3½ years the system has been working; of these 1% have been sent to the Industrial School, and 2% have returned for second conviction. Not more than 6, all told, are marked as "difficult to manage." Could there be more eloquent testimony?

THE NEED FOR COMPULSORY EDUCATION, AND SUNDRY REGULATIONS.

Mr. Scott touched on many other measures necessary for effective dealing with the problems of child life. They are only enumerated here, and even so are not meant to cover the whole field. First are two in the enforcement of which the probation officers play an invaluable part. These are: 1. compulsory education; 2. the laws regulating child-labour. The main problem of the latter is that of enforcement, and that is entirely bound up with the former. This is not the place to summarise the case for compulsory education, except in its relation to truancy, the fruitful source of delinquency. Punishment either of children or parents is far less effective and permanent than the removal of the inducements to truancy by the improvement of the schools and the use of probation. The care of feeble-minded children is a crying need. Many delinquents are defective, and the neglect of them adds this to the bad economy of neglect, that they breed a new generation of defectives. There are certain things (not all considered bad in themselves) which need regulation because of special dangers they present to children.

† In Montreal, the salary of the one (lady) probation officer has been paid for the first two years by the Women's Club, and is now under taken by the Children's Aid Society.—*Ed.*

1. *Smoking*. Practically every delinquent boy smokes. The law against it should be enforced by probation and by severe punishment of the adults concerned. 2. *Poolrooms*. In Ontario no child under 16 is allowed in one. 3. *Cheap Theatres*. The value of these for recreation is admitted, but certain regulations are needed to avoid their dangers. Most important is one forbidding the proprietors to admit children unaccompanied by an adult, after 7 p.m.† There is need too for the elimination of objectionable films before exhibition.§ 4. *Overcrowding*. Of the demoralising influence of this, and its possible cures, nothing can be said here.|| The mere mention calls up enough thought of the awful drag that it is upon progress. 5. *Outdoor Recreation*. In the matter of supervised playgrounds, following the lead of New York, Montreal is already ahead of most Canadian cities.**

CONCLUSION—REAL ECONOMY.

The most important requisite for success in all such work is the securing of an adequate staff of men and women, paid out of public funds, to devote all their time to the work. Voluntary effort is essential, but by itself ineffective. It must be supported by an adequate number of officials, who should be both appointed by and under the direction of voluntary committees. We have state-paid agents to protect trout, grouse and deer; are these more valuable than children? We have government agents studying how best to promote and protect the crops; our most important crop is our children! We bear a growing burden in the expense of capturing, prosecuting, housing and feeding an ever increasing army of criminals; a dollar spent in saving a child will save hundreds of dollars that are wasted on punishing a criminal.

M. L'ABBÉ PH. PERRIER, Inspector-General of the Catholic School Board, made an eloquent and powerful appeal first for Juvenile Courts, and then for the teaching of civic spirit in school.

† This addition is in the by-law proposed by the legal committee of the City Improvement League and submitted to the City Council. This would reduce their attendance in the evening hours, which, as all doctors and teachers agree, is disastrous for children's health and work.—*Ed.*

§ This can perhaps be best done by the co-operation of manufacturers and lessees; combined with oversight, in the customs, of imported films.—*Ed.*

|| See Report of the Meeting on Housing.

** Owing to the fine work of the Parks and Playgrounds Association.—*Ed.*

TRIBUNAUX POUR ENFANTS.—Toutes les questions qui regardent l'enfance passionnent l'attention du public. De nos jours où l'on déplore l'accroissement de la criminalité juvénile, il faut s'efforcer d'abord de faire disparaître les causes qui l'ont fait croître. Continuons notre campagne auprès des autorités pour empêcher les enfants de fréquenter les théâtres de vues animées. Surveillons la rue et les vitrines de certaines boutiques, où s'étalent des cartes postales et des livres condamnés par une saine morale. Mais il y aura toujours des défaillances. Aussi bien, faut-il songer à un traitement spécial de l'enfance et de la jeunesse coupables: à ces prévenus imberbes on ne saurait appliquer les pénalités infligées aux adultes. Demandons l'établissement de tribunaux pour enfants.

Cette institution présente trois caractéristiques nettement mises en lumière dans un beau livre de M. Max Turmann, *Les activités sociales*. La première de ces caractéristiques, c'est la spécialisation du tribunal. Le juge qui à lui seul compose le tribunal doit connaître l'âme enfantine, et se consacrer exclusivement aux questions relatives à l'enfance coupable ou à l'enfance abandonnée. Une seconde caractéristique de l'organisation, c'est qu'on n'envoie jamais en prison les enfants et les jeunes gens: on estime que le contact avec les autres détenus a presque toujours une action corruptrice.

Mais l'originalité et l'efficacité du système américain consistent dans ce que l'on appelle *la mise en liberté surveillée*. C'est ici qu'on peut citer des statistiques très intéressantes. Les tribunaux pour enfants sont de fondation toute récente: le plus ancien ne remonte qu'à juillet 1899. Plusieurs n'ont que deux ou trois ans d'existence. Il faut donc être prudent dans l'affirmation de leur efficacité. Néanmoins, dès maintenant, on est en droit d'avancer que les premiers résultats obtenus sont des plus encourageants. Voici, en effet, quelques chiffres significatifs.

A Chicago, depuis cinq ans, parmi les cinq ou six mille enfants mis en liberté surveillée, il n'y en a que 8 ou 10% qui soient devenus des récidivistes. Jadis, parmi les enfants de moins de seize ans qui comparaissaient devant la justice, et qui s'en allaient acquittés, la récidive s'élevait jusqu'à 50%: on voit l'immense progrès réalisé.

A Denver, Colorado, 95% des enfants amenés au tribunal pour un premier délit ont été mis en liberté surveillée, et parmi eux 5% seulement sont devenus des récidivistes.

A New-York, le premier tribunal pour enfants a été établi en 1902; les résultats sont particulièrement intéressants à observer à cause de l'énorme population enfantine qui encombre les rues étroites des quartiers pauvres de la ville, à cause aussi de l'insuffisance des écoles (80,000 à 100,000 enfants n'y trouvent pas de place).

D'après le rapport du délégué en chef de New-York, 3,377 enfants auraient été mis en liberté surveillée depuis la création de ce tribunal : sur ce nombre 83% ont eu une excellente conduite, 17% seulement ont dû être envoyés en correction et sont des "échecs", suivant l'expression américaine.

ENSEIGNEMENT DU CIVISME A L'ECOLE.—Il faut préparer nos enfants pour la vie. C'est ce que nos professeurs s'efforcent de faire. Pour être un bon citoyen, il faut que l'homme privé soit attaché à son devoir, ait du courage, de la probité intellectuelle et morale, qu'il soit partout et toujours un homme d'honneur qui ne manque jamais à la parole donnée. Il doit créer un foyer, vivre de la vie de famille.

Mais l'homme n'est pas un être solitaire; il naît dans la société civile qui le reçoit, dans laquelle il grandit, envers laquelle il a des devoirs civiques. Le premier de ces devoirs, le plus important, consiste à aimer sa patrie. Il faut la servir, avoir le souci constant de son intérêt et le placer au-dessus de tous les autres intérêts. On doit s'habituer à tenir ce langage aux enfants:

Vous devez aimer votre pays. Vous aimez votre père et votre mère. Mais sachez bien aussi que vous devez aimer la grande famille, *qui s'appelle la patrie*. Elle est composée d'hommes qui sont les frères de vos parents. Le sol que vous habitez et que vous étudiez dans votre géographie, ce sol, où vous grandissez, où vos pères ont vécu, fait partie de la patrie et a droit à votre amour. Il a été le théâtre de tout ce qu'ont fait vos pères; il est rempli des souvenirs de leur histoire. Il a été bien souvent arrosé de leur sang autant que de leurs sueurs. Ils ont défriché ce sol; ils l'ont rendu habitable; ils l'ont couvert de villes et de villages . . . Ce sol natal, c'est une seconde maison paternelle, qui nous est chère, parce qu'elle est pleine des souvenirs de notre famille, parce que nos parents y ont été élevés, parce que nous y avons grandi nous-mêmes, et que, mieux que partout ailleurs, nous nous y sentons chez nous.

Mais vous aurez plus tard des devoirs à remplir envers cette patrie qui est la vôtre. L'un des principaux sera de choisir vos représentants dans les conseils municipaux, à l'Assemblée législative ou au Parlement fédéral. En exerçant ce droit essentiel du citoyen, vous aurez toujours en vue l'intérêt de la patrie que vous devez aimer.

Supposons qu'actuellement je veuille savoir si vous connaissez le mérite de vos camarades, et que pour vous accoutumer à juger et à agir comme des hommes, je vous demande de voter pour l'élève qui mérite le prix d'excellence. Il ne faudra pas seulement tenir compte des bonnes places, mais de l'application, du travail, des progrès et des efforts que chacun a faits.

Entre Henri et Paul vous hésitez. L'un est votre voisin et le compagnon de vos jeux, mais l'autre a mieux travaillé. Que ferez-vous? Ecoutez la réponse d'Ernest: Ma foi, j'aime mieux Paul, qui est mon voisin et avec lequel je joue et je travaille souvent; mais il me semble que c'est Henri qui a le mieux travaillé, et je vote pour Henri. Tous, vous diriez qu'Ernest a bien agi, parce qu'il a mis la justice au-dessus de l'amitié. Et M. Gérard dans ses "Maximes de morales de l'écolier français", continue:

"Eh bien, mes enfants, ce sont là presque tous les devoirs des électeurs que vous avez mis en pratique." Et j'ajoute avec lui: Le premier de ces devoirs, c'est de ne pas s'abstenir de voter. Ne pas voter quand les intérêts de la patrie sont en danger, c'est déclarer qu'on est indifférent à ces intérêts, c'est dire qu'on n'aime pas la patrie; c'est montrer aussi qu'on comprend bien mal ses propres intérêts; car, dans une société, tous les citoyens sont solidaires les uns des autres, les intérêts particuliers sont comme enveloppés dans l'intérêt général; si celui-ci souffre, comment ne seraient-ils pas atteints?

Le second devoir, c'est de voter suivant une conscience éclairée et libre. Jamais il ne faut vendre son vote; et considérez comme indigne du rôle de législateur tout vulgaire marchand de consciences. Sachez dire comme le camarade Ernest: "Je connais tel candidat, j'ai de l'amitié pour lui: mais son concurrent fera mieux les affaires du pays, je vote pour son concurrent."

A l'école on doit également tâcher de développer chez les enfants "l'esprit public". Après les jeux, on a bien soin, par exemple, de rappeler que les balles ou ballons etc., . . . doivent être l'objet d'attentions particulières. On ne doit pas les laisser se détériorer sous prétexte qu'ils ne sont à personne, et qu'ils sont les biens de la communauté. Accoutumez-les à considérer les intérêts des autres et de la société, à faire passer le bien public avant le bien privé. C'est ce que nous prêchons ce fait si beau que je trouve dans le livre de M.-Paul Doumer, *Pour Mes Fils*.

Il y a bon nombre d'années, le gouvernement anglais, dont le premier ministre était Gladstone, et le ministre des finances, William Harcourt, proposait une loi qui accroissait l'impôt sur les successions dans de fortes proportions, et lui donnait un caractère progressif. Le taux de la taxe augmentait avec l'importance de la part successorale, c'est-à-dire avec la somme dont bénéficiait un même héritier, jusqu'à atteindre le cinquième de cette part quand elle était très-considérable. La Chambre des Communes vota le projet après de longues discussions et une opposition assez vive. Il semblait que le projet dût échouer à la Chambre des Lords, où se trouvaient réunis les possesseurs des plus grandes fortunes. Quelle ne fut pas la surprise de tous d'apprendre que la loi avait été votée par les Lords, unanimement, sans qu'une voix s'élevât contre elle, ou formulât des réserves. Un des membres de la Chambre Haute dit à ceux qui manifestaient de l'étonnement: "Nous ne nous serions pas permis de combattre ni de discuter une loi qui nous intéressait personnellement et nous atteignait dans nos fortunes." C'est cette mentalité que nous voudrions former chez les jeunes.*

* The teaching of civics in the Catholic Schools owes much to the zeal and public spirit of M. Perrier, as readers of the above (or of his reports to the Catholic Commission) will readily understand.

The League has issued privately, and hopes before long to issue publicly, a pamphlet on the teaching of citizenship, in the desire that it may prove helpful to parents and teachers.—Ed.

M. J. OCTAVE MOUSSEAU, member for Soulanges in the Legislative Assembly, spoke strongly in favor of the institution of Juvenile Courts. He described the state of the law and read the resolution which he had moved at Quebec on May 5, 1909, urging the Government to take advantage of the permissive legislation of the Federal Parliament, and "create Juvenile Courts wherever they may be necessary." This motion was supported by Mr. Galt, M.L.A. for S. Antoine, and favorably received by the Prime Minister; but the debate was adjourned and has not been resumed. M. Mousseau expressed his determination to proceed with the active support of this measure, which will be introduced during next session. He dwelt upon the special needs of the city of Montreal and paid a warm tribute to the work done by the Children's Aid Society.

Professor CARRIE DERICK,† President of the Local Women's Council, spoke of the need for considering two aspects of the problem—the reduction of the terrible infant mortality,* and the improvement of the race by ensuring the best possible parentage.‡

† There were also on the platform Mme. Beique and Mrs. Roswell Fisher: testifying to the sympathetic interest of the Women's Council, the Fédération Nationale, and the Women's Canadian Club, over which which they preside respectively.

* Infant mortality depends on a wide range of social conditions, but the almost worldwide movement for its reduction has clearly shown the necessity of certain things—pure milk, knowledge on the part of mothers, midwives and nurses, pure water, pure air. Each of these has been the subject of agitation here and elsewhere, and special tribute is due to the work of the Victorian Order of Nurses. The influence of these conditions is shown in the surprising reductions which have been effected in certain places where the problem has been tackled (*e.g.*, Huddersfield); and the general dependence on social conditions is shown, *e.g.*, by the figures obtained by Mr. Rowntree in York, where in the poorest district 247 children out of every 1000 born die in their first year, while in the servant-keeping class the number is only 94. There is no doubt that if similar statistics were available for Montreal, the difference would be even more striking. For whereas in this very poor district one child in four died in its first year, the statistics for the whole of Montreal last year (1908) shew a proportion of 1 in 3.85. It has to be remembered that these figures are not very strictly kept in Montreal, and that the notifications of deaths would much more nearly represent the truth than those of births. But even with this reservation the figures are startling and distressing; they represent a terrible waste of life and labour, not to mention the useless burden of pain and sorrow. To reduce the death-rate is to reduce the birth-rate, and so doubly blest. What is the use of a high birth-rate if its condition is a high death-rate? Who can measure the drain of motherhood?—Ed.

‡ E.G.—By keeping under restraint the feeble-minded and helpless criminals.

MR A. H. HATCH, Secretary of the Children's Aid Society, laid special stress on the need of supervision of child performers in the cheap theatres. He spoke of the admirable care taken by the managers of the company of children which performed in Montreal last Christmas (1908). MR. T. S. BUCHAN told of the good work done by the Boys' Home and the Industrial Farm at Shawbridge. His experience confirmed Mr. Scott's,—there is no other means of bringing boys back to normal condition, than to give them plenty of food, work and play in decent surroundings. Rightly understood there could be no stigma attached to such institutions. MRS. KING, Government Inspector of Factories, told of the great value of this work for children, while admitting the difficulties of inspection. § MISS HIBBARD, Supervisor of Kindergartens under the Protestant Board, strongly emphasized the need of more supervised playgrounds. || MRS. H. W. WELLER, of the Children's Aid Society, showed how greatly the difficulties of dealing with city children would be simplified if we had compulsory education.

§ The law provides (among many excellent provisions):

1. That no child under 14 shall be employed in factories. (There are more stringent regulations for industries regarded as dangerous).

2. Every employee under 16 who cannot read and write must attend night school and produce a certificate to that effect. No employer is allowed to employ any child without ascertaining that it can read and write; or without seeing the above-mentioned certificate, which is to be kept in the establishment.

3. Failure to comply with these requirements renders an employer liable to a fine not ex. \$200 and costs, or twelve months' imprisonment in default.

It is to be noted that (a) there seems to be no provision for children employed in shops, even as to age limit, and hours. (b) There is general agreement that the law cannot be strictly enforced (even within its present limits) with the present small staff of inspectors.—ED.

|| The Parks and Playgrounds Association last year (its 8th) had 5 playgrounds open during 9 weeks of summer holiday, with a daily attendance averaging 1,552, at a cost of rather less than \$1 per child for the season. The new ground in Hibernia Road, Pt. St. Charles, will be open all year round. It has been laid out from the proceeds of the women's issue of the *Witness*. There is now a rink, and spring will see a wading pool, a shelter and some apparatus. Our climate makes winter a children's paradise. Next year there must be a toboggan slide. If public support is forthcoming, this will be made a model ground, which some day the city will find it worth while to copy in other parts of the town.—ED.

The Water Problem.

MCGILL UNIVERSITY CHEMISTRY BUILDING, WEDNESDAY

EVENING, DEC. 1ST, 1909.

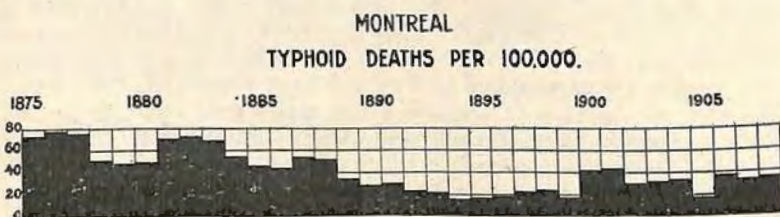
The President, Dr. Adami, occupied the chair and in opening the discussion, pointed out that this was a problem over which many experts had been engaged, many of whom were present that evening, and one that urgently demanded solution. It was hoped that the different opinions would be freely brought forward, the League desiring that at these meetings there should be as free a discussion as possible of divergent opinions. The rapid growth of Montreal demanded that some comprehensive scheme be determined upon in the immediate future which would embrace the whole island. It was, nevertheless, not a problem only of the water supplied and of the best source for that water but also of a means of rendering the water free from suspicion, from a hygienic point of view, and also it should not be forgotten that for commercial purposes the question of the relative hardness of the different waters that could be used should be taken into account. The problem thus as regards quantity, quality and cost was far from being simple. He then called upon Dr. Armstrong, who opened the discussion.

DR. G. E. ARMSTRONG.—Professor Finkelnburg of Bonn, estimates that the average length of human life in the 16th century was only between 18 and 20 years, and at the close of the eighteenth century it was a little over 30 years, while to-day, it varies in different centres from less than 25 years to more than 50 years. The span of life since 1880 has been lengthened in civilized countries about 6 years. No two factors have contributed so much to the general results as the improvements of the air we breathe and the water we drink. George M. Kober, Professor of Hygiene in Georgetown University, Washington, states that we have ample evidence that with the introduction of public water supplies and sewers, the general mortality in many cities during the past 50 years has been reduced fully one-half, the good effects being especially shown in the marked decrease in the number of deaths from typhoid fever, diarrhoeal diseases, and consumption. The vital statistics of Great Britain confirm this conclusion.

It has long been known that rivers are always purer near their source; the amount of the impurities increasing as we descend the stream since the water courses are the natural drain-

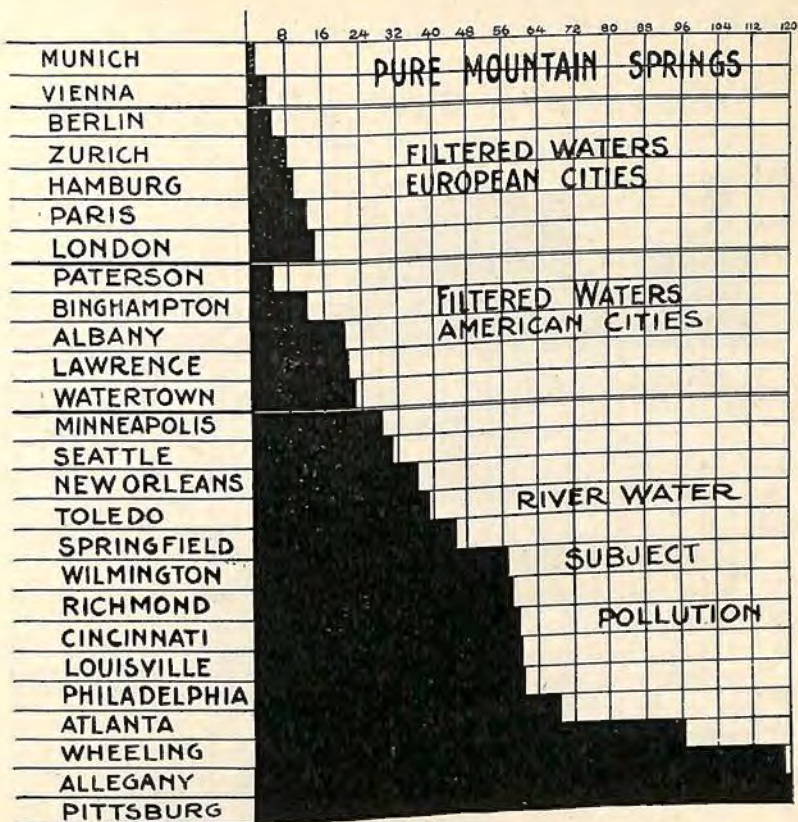
age channels of the country and the wastes of human life and occupations find their way into the streams. Professor Kober believes that about 80% of the cases of typhoid fever are water or milk borne, and about 20% may be spread through the agency of flies, personal contact, the consumption of raw oysters and shell fish raised in sewage polluted waters, or the eating of strawberries, radishes, celery, lettuce and other vegetables and fruits which have been contaminated with infected night soil.

There is a growing feeling in Montreal that we suffer from water-borne diseases more than we should. The accompanying table indicates the death rate per 100,000 of the population from typhoid fever during the past 30 years.



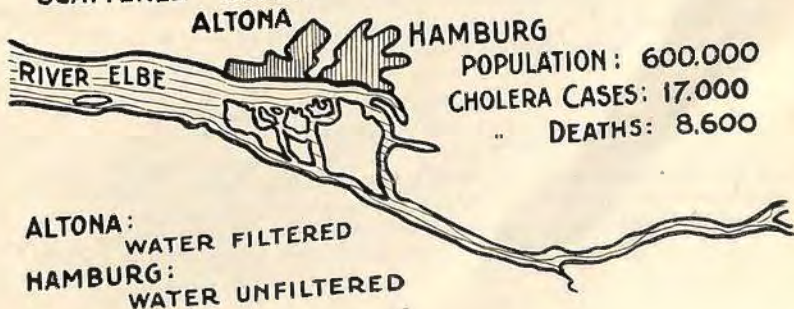
This death rate is not as large as in some of the American cities using unfiltered water, the reason for this is probably that we draw our water supply from one of the largest rivers in the world, which insures great dilution of any contaminating matters which have entered it. It is interesting to compare the death rate of Montreal with that of European cities. The average annual death rate from typhoid fever per 100,000 of the population is: Berlin, 8; Breslau, 10; The Hague, 6; London, 15; Zurich, 8. These figures are taken from the commission on an additional water supply for New York, 1903. I believe that the remedy for the condition of things obtaining in Montreal and environs lies in the filtration of the water supplied to the people. In Europe there are now more than twenty-five millions of people who are supplied with filtered water. The filtration of the public water supply has passed the experimental stage; in Europe filtration of the public water supply has been in use for more than 75 years. In Germany it has been made practically obligatory on cities by the Imperial Board of Health. The accompanying diagram indicates the death rate per 100,000 of the population from typhoid fever in the accompanying cities.

Montreal's figures place it beside Toledo in this diagram.

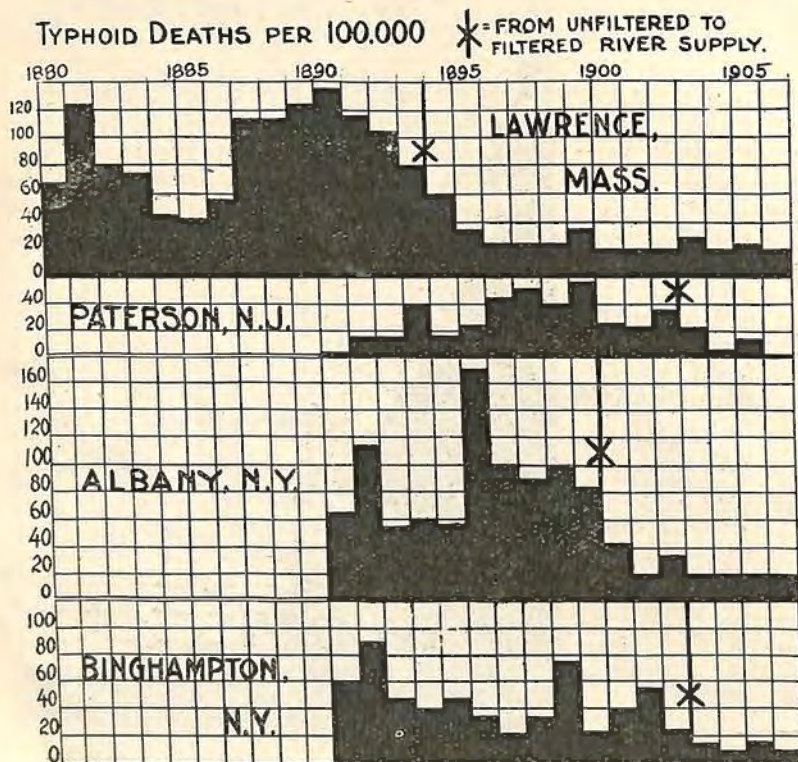


An instructive contrast between Altona and Hamburg before the latter filtered its water, having learnt its lesson from a sharp outbreak of cholera.

A FEW SCATTERED CASES.



If we turn now to some of the American cities we find the following results illustrated in this table.



The number of deaths in Montreal and St. Henry during the 5 years 1904-1908 was 633, and if we take the estimated mortality at 10%, that means that during that period there were 6,330 cases of typhoid. In the province of Quebec during four years, 1904-1907, there were 1,927 deaths and by the same estimate, there were 19,270 cases of typhoid fever. If we set aside for a moment the suffering and sorrow caused by these 633 deaths, and estimate in a cold way the loss to the city, we obtain some figures that are truly striking. If we estimate that each case of typhoid fever costs in treatment and loss of work \$300.00, typhoid fever has cost the city \$1,899,000.00. If we estimate each life lost at \$5,000, the 633 deaths would indicate

a loss to the city and St. Henry of \$3,165,000.00, or, the total loss, including the cost of treatment, loss of work and loss of life would be \$5,064,000.00. Now, if these same estimates be carried into the whole Province during the four years of which I have the figures, the cost of treatment and loss of work would be \$781,000.00; the loss of life \$9,635,000.00, or, a total loss during four years of \$15,416,000.00.

But this is not the whole question. Mr. Allan Hazen, one of the most distinguished experts on water purification in America, indicates that where one death from typhoid fever has been avoided through the use of purer water, a certain number of deaths, two or three, from other causes have been avoided; and the truth of Mr. Hazen's statement has recently been confirmed by Professor Sedgewick. It is difficult to explain how water is connected with the deaths other than those from water-borne diseases, yet when we consider that water enters into the composition of the human body to an extent of 60%, we are in a position to appreciate the sanitary acumen of Aristotle when he wrote in his *Politica*, "the greatest influence on health is exerted by those things which we most fully and freely require for our existence," and this is especially true of water and air.

M. GEORGE JANIN, Chief Engineer and Superintendent of the Montreal Water Works gave first a valuable review of the development of the Montreal water supply, from about the year 1800 when water was diverted from certain springs upon Mount Royal and distributed through the streets in wooden pipes, up to the present moment.* Following upon this he gave an exposition of the plan at present being carried out by the City, which is "graciously called the Janin Scheme." At the time of its construction the present aqueduct, $4\frac{3}{4}$ miles long, and having its entrance about a mile above the Lachine Rapids was adequate not only to bring the water to the City but also to supply power at the wheel houses, sufficient to pump up to the McTavish Street reservoir 5,000,000 Imperial gallons of water daily, or 40 Imperial gallons per head of the then population. The progressive growth of the City has made the supply wholly inadequate, so that last year, the additional steam and electric pumps necessary to deliver a sufficiency of water from the aqueduct to the upper and lower reservoirs have consumed coal of the value of \$90,000.

* Most obligingly, M. Janin distributed among the audience copies of his address, printed in both languages. We doubt not that he will willingly provide copies of the same to those desirous of gaining fuller details than the exigencies of space permit us to afford regarding what may be termed the official view of the water problem. Here we endeavour to give an accurate reproduction of M. Janin's main arguments.

But this is far from being everything. The aqueduct is open and thus whatever the quality of the water at the entrance, that water is exposed to contamination by dust and droppings from the numerous bridges that cross it, the nearby roads, etc. And further the quality of the water at the entrance is far from being above reproach. M. Janin "impartially admitted that the water supplied by the Montreal aqueduct, up to the present, has not been what it should be, that is to say, that during two short periods, in spring and autumn, the water taken near the banks of the river is of a doubtful quality." He held that the official plan now being carried out removed these objections. (1) By the construction of a closed conduit from Lachine, the drinking water will no longer be exposed to contamination. (2) By enlarging the present open aqueduct its water will afford sufficient power "to pump all the water necessary to the needs of the city for one generation at least, thus economising each year thousands of dollars for the purchase of coal." (3) By extension of the conduit to the middle of the river and obtaining a supply of St. Lawrence rather than Ottawa water from midstream, the quality of the water will be very materially improved, and this at a cost of about \$100,000. Evidence was adduced from reports of the city bacteriologists that the water at the proposed intake contains 75% less bacteria than does the water in the aqueduct. Mr. Janin regarded Lake St. Louis as a huge sedimentation tank, materially lowering the bacterial content of the Ottawa and St. Lawrence water entering it; acknowledged that the Ottawa water and the north bank of Lake St. Louis were the more subject to pollution, but pointed out that the large funnel of entrance of the Lachine canal, over 1500 feet wide, intercepts and carries away the greater part, if not the whole, of the polluted shore waters which are thus drained into the canal and fall into Montreal harbour without passing through our aqueduct. He had "no doubt that the conclusion will establish that the new intake will be an improvement so important that, for a certain time at least, it will satisfy the hygiene requirements, until filtration becomes absolutely necessary."

Regarding Lake St. Louis as a huge sedimentation basin 18 miles long, he held that the poor condition of the water at its entrance did not justify the pessimistic opinion which has spread in the public mind against the Montreal Water Supply. Admitting the usefulness of a filter sooner or later, he showed "the futility of the old legend of the expensive scheme of bringing water from the Laurentides." That scheme demands that water be conveyed at least 60 miles; the two large branches of the "Back River" would have to be syphoned at great expense; the extensive watershed area in the mountains which twenty

years ago could have been obtained for a song, has now become populated and, in addition to costing a great sum to acquire, would constantly be liable to contamination: add to this that with the subsidence of the Laurentide lakes in the summer the water becomes impure and distinctly liable to pollution. There is in short no evidence that the water from such a source would in the long run be any better from a hygienic standpoint than that from the St. Lawrence.

PROFESSOR F. C. HARRISON, Head of the Bacteriological Department at Macdonald College, St. Anne de Bellevue, gave the results of bacteriological observation by himself and his staff, continued over many months upon the Ottawa water at Ste. Anne de Bellevue (at the upper end of Lake St. Louis). The College had originally obtained its water supply by pumping from the river, the intake being some 60 feet from the bank and at a depth of 15 feet. A somewhat serious epidemic of intestinal disturbance among the students led to weekly examinations of the water with a result that colon bacilli were constantly found in such numbers as to class the water as sewage polluted and more than suspicious, in fact, dangerous. There was pronounced increase for periods of several days in the spring and fall, corresponding with the melting of the snow and autumnal rains. Nevertheless, the constant presence of the colon bacilli and other sewage forms indicated a steady source of sewage contamination for Ottawa and other centres situated higher up stream. As a result an artesian supply had been installed with wholly satisfactory results as regards the health of the students. They were, however, continuing their observations upon the Ottawa water and now were studying the results of alum treatment with sand filtration. So far this had not proved wholly satisfactory but with the addition of a sedimentation tank better results were being obtained. He would not venture to prophesy that this combined method would prove equally efficacious on a large scale. He gravely doubted, considering the current through Lake St. Louis, whether this formed a satisfactory sedimentation basin.

DR. J. E. LABERGE, Bacteriologist to the City (speaking in French), referred to the official study of the City Water supply for the year 1905 made by him in conjunction with Drs. Ruttan, Hersey and Bernier. Their report could not be said to be favorable to the maintenance of present conditions.† M. Janin by improving the aqueduct and conduit was making a most important advance towards a better state of things, and the citizens should recognize the value of his work. As to whether, with M. Janin,

† See Appendix

it was safe to conclude that these improvements would be adequate for some years to come, they might be or they might not. It could not be questioned, however, that filtration would afford an additional safeguard and that this should be embarked upon as a means of reducing disease and mortality. He urged that the Commission of Experts be continued to make periodical bacteriological and chemical analyses of the City water.

DR. ST. GEORGE of the Bacteriological staff of the City Board of Health, who also has reported for the city upon the condition of the water supply, spoke similarly in favor of filtration.

MR. JOHN KENNEDY, late Harbour Engineer, and well known as an expert upon the engineering aspects of water supplies, was emphatically in favor of some sound system of filtration. M. Janin admitted that the bacterial content of the water rose to a high figure in spring and autumn. Suppose that this rise only lasted for one day at a time; what right had the City to condemn the citizens to drink diluted sewage even only for two days in the year? What right had the City to condemn its citizens to drink the diluted sewage of Ottawa for their tea? That consideration alone demonstrated the absolute need for filtration. M. Janin had stated that the St. Lawrence river had a much lower bacterial content than the Ottawa. Even if it be admitted with him that the bacteria were 75% less, was that a sufficient argument against immediate filtration? It was an admission that the St. Lawrence water also was polluted, if not to the same extent, at any rate to an extent rendering it potentially dangerous. And with the growth of towns along the St. Lawrence the condition each year became more serious. M. Janin further had directed attention to the Lachine canal with its funnel shaped entrance, diverting the north shore water from the present intake. But did it divert that water? Was it not a fact that at the beginning of each winter that canal was closed? Was there not a most significant relationship between the yearly typhoid epidemic and the closure of the canal? Montreal may be said to be unique among the larger cities of the world in having typhoid at a maximum in December and January, rather than in the summer months. He could not but regard the closure of the Lachine canal as affording to a very large extent the necessary explanation. In favor of the view, he called attention to the fact that the typhoid epidemic last spring coincided with curious exactness with the closure of the Lachine canal for repairs. M. Janin's scheme, which is now becoming a realized fact, is an excellent piece of work both from an engineering and from a hygienic standpoint; but is it sufficient? As citizens we could

not afford to be poisoned every spring and autumn. The benefits—and the urgency—of filtration he considered to be settled without possibility of dispute. It was essential that Montreal should establish some system at the earliest possible date.

DR. MILTON HERSEY, Analyst to the City, Provincial Analyst, and member of the late Commission upon Montreal Water, said that after twenty-four years' experience in testing water chemically and bacteriologically, and in testing various methods of purification, he stood unhesitatingly for filtration. Public apathy must be held accountable for the delay in getting filtered water for Montreal. Every year the water in the St. Lawrence and the Ottawa above Montreal was becoming worse, and must do so despite the huge volume of those great rivers. It was true that filtration is expensive, requiring a large area for the sand beds and an expert staff of engineers and bacteriologists to constantly supervise and test the working of those beds. Nevertheless, it is the only safeguard to health. It has to come sooner or later and if thus inevitable, why not have it as soon as possible?

HON. DR. GUERIN directed attention to the silent but nevertheless extraordinary growth of Montreal and its population, a growth which would see us a city not of 500,000 but of 5,000,000 before this generation had passed away. The geographical position of the City renders this inevitable: nothing can prevent it assuming huge proportions and covering the whole island. What is before us, therefore, is to plan now and make preparations not for half a million people but for four or five millions; to plan not for the present bounds of the city but for the whole island and its water supply, realising that while it is proper to be penurious in some things, it is a very different matter where, as with water and air, both health and life are concerned. For himself he was not as yet convinced that a pure and abundant supply of a soft water could not be obtained from the Laurentian lakes, and thought that this aspect of the problem had been unduly neglected by other speakers. He was in favour of the appointment of a Commission to examine and report upon this matter. In reference to the cost of installing a proper water supply, he pointed out that the revenue received by the City this last year from the water tax amounted roughly to \$1,000,000, while the cost of administration of the water service was only \$327,000, or less than one third of the receipts. The profit thus was more than sufficient to guarantee the payment of interest upon a loan of \$25,000,000—of a sum sufficient to lay down the completest plant for the greater Montreal.

ALDERMAN WARD as a member of the Council not only had followed the discussion with keen interest, but was glad to im-

press upon the audience the fact that he, and, he might add, other members of the Council, were fully alive to the seriousness of the situation, nay more had already individually visited and investigated different systems of water supply that they might come to a right conclusion. He was fully convinced of the benefits of filtration, and had calculated that it would only cost about twenty-five cents a head per year to provide citizens with pure filtered water. In these circumstances there was no excuse for not providing it.

M. JANIN replying to certain criticisms or misunderstandings of his scheme, dwelt upon the cost of the aqueduct and conduit scheme, repeating that the cost of carrying out the intake into midstream was a relatively small item which would more than anything else improve the condition of the water taken in, while the covered conduit and the enlargement of the present aqueduct would be more than paid for by the reduction in the cost of pumping.

The Housing Problem in Montreal— Overcrowding and Slums.

STRATHCONA HALL, THURSDAY AFTERNOON, DEC. 2ND, 3.30 P.M.

The President, DR. ADAMI, trusted that one good effect of the discussion would be that the public would see the great necessity for a cleaning up of the city's slums and the provision of dwelling houses for workingmen.

The discussion was led by the REV. DR. PATERSON-SMYTH, Rector of St. George's, Montreal, who has lately been very interested and actively concerned in the housing problems of Dublin. In that city, he said, the City Council had boldly swept whole streets of unsanitary buildings and had erected model tenement flats in their place.* The rent of some of these flats was as low as 75 cents to \$1 for one room, and for two only \$1.50 was charged. And it had been found that even at these figures a good return

* A detailed and illustrated account of such work in various towns is given in J. S. Nettlefold's *Practical Housing* (1908); of Birmingham in particular in the same author's *A Housing Policy* (1905). The standard studies of poverty are C. Booth's *Life and Labour in London* (of which the last volume (1903) contains a summary); B. S. Rowntree's *Poverty: a study of Town Life* (1903). There are detailed Reports of Dundee, Pittsburg, the New York Tenements, etc. *Fabian Tract* 101 is a good bibliography.—Ed.

could be obtained. Was it not possible, he asked, for private enterprise to build such structures and be content with a return of four per cent.?[†]

In Montreal the conditions under which some of the poor lived were indescribable. He had sometimes had thoughts of photographing some of the dwellings of the poor of his parish so as to give some idea of the manner in which the people are compelled to live, and the insanitary nature of the dwellings. He then gave a few descriptions of some of the houses that he had visited to show the terrible conditions of life of some of the people, and the nature of the city's slums.

One of the great difficulties of the question was the fact that the people were addicted to the habit of keeping all air out, and the only thing that prevented an outbreak of sickness was the fact that the children were allowed to play outside in the snow. In many cases, he said, he had found a family living in one room, and for this \$8 was charged per month. Was there no civic inspector to see that conditions should be such as to provide the proper cubical allowance of air for each person? This lack of fresh air was one of the most prolific causes of tuberculosis.

He hoped the Council would move in the matter. Tuberculosis in a climate like that of Canada should be impossible.

RABBI DR. ABRAMOWITZ confirmed the experience of Dr. Paterson-Smyth on the sad state of the slums in many parts of Montreal. He referred to the dilapidated houses, narrow streets and filthy lanes as features of our city that could be remedied, and expressed the hope that our League would prove a powerful influence in the direction of making Montreal the beautiful city it was intended to be by nature. The slum is a plague spot as well as an eye sore. We might do much to abolish it by adapting some of the scientific experiments in city building such as are being tried in Germany. There was for example the zone plan * by which the parks, playgrounds and stores would be equally accessible from all parts of the city and the poor would be near

[†] In London, the East End Dwellings Co., the Artisans, Labourers and General Dwellings Co., the Rowton Houses Ltd., all pay 5%. The Peabody Fund has mounted at an average rate of 5% since its foundation in 1862; so has the Guinness Trust since its foundation in 1904. The Leeds Industrial Dwellings have paid 4% since their foundation in 1876.—*Ed.*

* One form of this plan was worked out by E. Howard in his *Garden Cities of Tomorrow* and is now being put in practice at Garden City, Letchworth, England. The best short account of these experiments is to be found in J. S. Nettlefold's *Practical Housing* (where the German experiments are summarised from T. C. Horsfall's *Example of Germany*).—*Ed.*

their work and open spaces at the same time. The necessity of the poor living near their work was one of the chief causes of overcrowding in the cities. He deprecated the view that the immigrant made the Montreal slum. Rather the immigrant by dire poverty had to seek the slum on arriving, but as soon as possible sought to leave it behind him. The average Jewish immigrant did not spend more than 5 years in the slums. A natural solution of the difficulties of overcrowding might be found in the willingness of corporations or individuals to erect model tenements for the poor and be contented with a return of, say 4% to 6% on their investment. This would be a very satisfactory way of recognizing their duties to the poor. Surely men who gave large sums of money in charity should be willing to undertake such a scheme for such a return. Such expenditure would mean fewer demands on charity. In any case there was no worse investment for the city than the dark rooms and other unsanitary features of poor houses; they must be made things of the past.

PROFESSOR P. E. NOBBS, of the Architectural Department of McGill, who has worked on the Housing Scheme of the London County Council, described in detail the tenement houses erected by that body for the working classes. The whole scheme provides for 97,000 souls. The building work is as good as it can be made... indeed it is the recognized standard of excellence. This applies to the poorest class of dwelling as well as to the better. This is an absolutely necessary condition of workers' dwellings; they are at once the roughest users of houses and the worst sufferers from jerry building. They need also the most skilful planning to ensure ventilation; every tenement has a "blow-through," and the sanitary arrangements are cut off from the living rooms. He advocated an adaptation of these buildings, with modifications to suit the requirements of the Canadian climate.

MRS. N. C. SMILLIE said that the physical and moral standards of a municipality were but the reflections of the home life of its citizens. The health and temper of the mother, in the slums, was so undermined by her wretched surroundings that proper training was an impossibility and too often the father and wage-earner on his return from a well inspected factory had to face such conditions in the home that he became a discontented and discouraged citizen. The personal service of the woman of wealth and education was needed to help her poorer sister below the hill, whose days were spent in an environment that made life hardly worth living; and if the large employer of labour

would direct his philanthropic activities towards the betterment of the housing conditions of his employees, much might be done towards healing the breach between capital and labor.

In introducing the next speaker, ELZEAR PELLETIER, M.D., Secretary of the Council of Hygiene for the Province of Quebec, the President made special reference to the recent report drawn up by Dr. Pelletier on the subject of "Unsanitary Dwellings," which had been published in French and English by order of the Council. This report was in the hands of all his hearers by the kindness of the author. He recommended its careful study and indicated various conclusions which should receive the attention of Provincial and Municipal authorities. (Copies may be obtained from the Secretary of the League).

M. le docteur Pelletier déclara qu'au point de vue sanitaire, nous n'avions pas à nous féliciter sur les habitations édifiées depuis quelques années, et que si nous avions une "commission des logis insalubres," cette commission condamnerait nombre de maisons qui viennent d'être construites. On se fait fi des notions d'hygiène. Le manque d'ensoleillement, de circulation d'air autour des maisons, leur humidité, diminuent la vitalité des individus, les préparent aux maladies, en un mot détériorent la race. A mesure que la ville grandit, on accepte des rues et des lotissements faits au goût des spéculateurs qui ont bien d'autres intérêts que celui de l'habitation hygiénique.

Les assurances sur la vie devraient coopérer à la construction de logements ouvriers modèles, ne fut-ce même que par intérêt financier. Dans le bilan d'une société mutuelle de Montréal, on constate que la réserve. \$1,200,000. est entièrement prêtée à des fabriques et à des corporations municipales au taux de 5% ou 6%. Si au lieu de ces prêts, cette société avait affecté une partie de cette réserve à la construction des logis ouvriers, elle aurait les mêmes 5% ou 6% et de plus, en louant ses logis modèles, à ses membres de préférence, elle dégrèverait sa caisse de maladies, pour ne pas parler de sa caisse mortuaire.

Des chambres dépourvues de fenêtre sont très nombreuses dans cette ville. On devrait porter ainsi partout l'enseignement de la nocivité des chambres noires que, notamment, les ligueurs antituberculeux cherchent tant à vulgariser.

C'est le secret de Polichinelle, que l'on ne fait pas de ventilation dans la plupart de nos écoles. Le service de l'inspection médicale des écoles l'a fait officiellement constater pour les écoles primaires; et, je ne sache pas que les institutions supérieures soient mieux pourvues. Je ne crains pas d'être contredit en

affirmant qu'en dirigeant nos enfants sur nos écoles et institutions non ventilées nous risquons de voir leur vitalité, leur santé compromises.

DR. E. S. HARDING gave some detailed examples of bad housing in Montreal, showing its intimate connexion with tuberculosis. The great campaign against tuberculosis will have to become in large measure a campaign against bad housing, which is the prime cause of the prevalence of the disease.

MR. GRIFFITH, as a workingman, congratulated the League on the line it is taking in the improvement of the housing conditions of the working classes. It was inspiring to find earnest men and women of the well-to-do parts of the city, of different national origin, meeting together with the sincere intention of finding effective means to benefit their poorer brethren.

He directed the attention of the League to the praiseworthy efforts that were being made at present by industrious and self-respecting working men and women who were solving the slum problem by migrating from the slums to the outlying districts in the North while land was still fairly cheap. There they were building their little cottages with their own hands so that their children might have God's sunlight and fresh air, and thus grow up strong and effective citizens of the future. They felt the struggle hard but they were helping themselves. Such needed help and encouragement. The principle of helping the poor to help themselves he put to the philanthropist as the true solution of the social question.

MRS. RADFORD put in a strong plea against the great tenement block. It is heavy work, especially for women and children, to climb the stairs and carry loads; it discourages them from going out; it gives no room for the children to play; it is warehousing rather than housing. She contrasted the garden villages and suburbs, where the factory was moved into the country, and decent housing conditions secured around it. This had invariably been found a success; the evidence of social betterment was conclusive, and many manufacturers (*e.g.*, Mr. Cadbury and Mr. Lever) had declared such a movement to be a sound investment, judged solely by the improvement in the workpeople, not to mention other advantages.

Other speakers joined in the discussion, which the President characterised as helpful and stimulating. Probably the limitation of time was more keenly felt in this than in any of the discussions.

Also some of the questions raised (such as municipal land purchase and land taxation..all the finance of the housing question) are very much debated by experts, and need to be carefully studied on a wide basis of statistics. The League will do what it can to promote such a study.

[Most of the books mentioned, as well as others, are in the McGill University Library

City Planning as applied to Montreal.

ART GALLERY, THURSDAY EVENING, DEC. 2ND, 8.30 P.M.

This meeting was held in the Galleries of the Art Association, on whose behalf Dean Shepherd and Mr. Francis McClelland welcomed the members of the League and their friends, who crowded the hall. A special interest was added to this meeting by the splendid lantern slides exhibited by Prof. Nobbs and Mr. Maxwell.

PROF. NOBBS dealt with the more general aspects of City Planning, which he pointed out was not a new, but a forgotten art. By the aid of the lantern he described some great city plans of antiquity, of the Middle Ages and the Renaissance. Few things are more surprising than the great changes which the cities of to-day are making in their plans, in their appearance. But changing costs money, and a plan that does not need changing costs brains, which is rarer but cheap in the end.

1. By means of by-laws and regulations it is possible with foresight to regulate the kinds of building to be allowed in different districts.

2. Main thoroughfares should never be arbitrarily set out except on level sites. It is impossible to say what it costs Montreal, in wear and tear of streets, tyres and horseflesh, to rise from the low to the high level by a gridiron plan so set that every slope is as steep as possible. Sooner or later we shall have to open up some great diagonals which will enable the slope to be taken at a trot.

3. The smaller streets should, in our climate, run North and South as far as may be, so that the majority of windows may get sun for part of the day. With our shading Mount Royal to the N.W., and the lesser streets set N.W. to S.E., an unfair division of light has been made.

4. Great avenues need seldom run straight for more than two miles, and need to be closed by great monuments. This principle was illustrated by great examples in Berlin, Florence, St. Petersburg. We have some notable masses in our great churches, but the streets and churches have not been planned together and the effect of the architecture is largely wasted, e.g., there is only one worthy view of the Dome of St. James, that is, from Pine Avenue down Mactavish Street.

5. Streets should be laid out for the handling of traffic; therefore two main streets should not intersect without considerable open space, nor should several busy streets converge in a small circus. These mistakes are costing London and Paris dear, while Berlin and Vienna have profited by the object lessons.

6. In some modern city planning symmetry is carried to excess and becomes ineffective (except from a balloon or on paper) and wasteful, as at Washington and Columbia University—contrasted with ancient Rome or 18th cent. Nancy. Some of the finest city places are non-symmetrical—where great buildings and the intersection of some thoroughfare, give occasion for expressing the dignity of city life, based on common interests, rights, hopes and pride. Such are many Italian piazzas. If symmetry comes naturally, let us by all means use that easiest of effects. But when the elements bear the natural character of crookedness, let us with great care plan crookedly. In Montreal we are likely to have many chances of improving the city by both means, for we have the good fortune to live on irregular ground.

STREETS AND BUILDINGS.—There are many improvements possible in Montreal by the enactment of by-laws, if their administration could be made effective.

The streets! The telegraph, telephone and light and power poles that make our main thoroughfares look like a Chinese harbor after a typhoon!! The lamp-posts (if posts they may be called)!!! The straggling maples on the street,—trees so beautiful in a wood, so sad and sickly in a city avenue,—and elms and poplars grow so well in this town! The water-tanks, the sky-signs, the horrible advertisements painted in epic scale on the flanks of buildings, the lettering falling like a veil over many a fair piece of architecture and the boardings bedight with play-bills;—all these things are without decency and contrary to the expression of any civic spirit or virtue. They might all be ameliorated without cost.

PROBLEM OF LIGHT AND AIR.

There are other matters not so easy to deal with, but involving the same means,—the law. They are too serious as legal problems to be more than mentioned just now;—but what of our light and air? Tall buildings on narrow streets. There is only one basis for the "heights of buildings" rules, and that is in relation to width of street and depth of yard. High office buildings with the lower floors lit by artificial light can only result in the development of a very inferior breed of city clerks, anaemic, dyspeptic, disobliging and inefficient. The aesthetic aspect of the high building nuisance is this: One man is allowed to rush up ten stories. He builds a front and contrives three unsightly sides two of them blank (these he leases to the advertiser), and by doing all this he makes it highly improbable that his neighbors will ever cover up his blank sides, because his mass is in the way of light to the masses they might erect. The town is full of this sort of thing—a negation of the spirit which makes town life a civilizing influence.

CASE OF THE GREAT BLOCK.

Then there is the case of the great block with an artificial front and bare flanks, which cannot be built up even by a sorely-abused neighbor because its flanks are on streets. The first principle of design-unity is thus brutally sacrificed in its material aspects, and whole districts from which the abortion may be visible are outraged. Examples on the best sites in the city are not far to seek. These abuses of the public rights to decency in buildings could be easily overcome by very simple by-laws. One dealing with the heights of buildings in continuously constructed streets should enact a ratio of width of street to height of buildings, and so fix an automatic cornice line (for our city buildings may be assumed flat-roofed). The other dealing with materials should insist that all the sides of a building likely to remain exposed for any considerable length of time should be treated homogeneously with the main front in design and material. We might have fewer cut stone fronts and less elaboration, but we would get buildings of more refined taste and of more distinctive character;—more architecture and less stage scenery on the streets. And lastly, the man who spends money with the intention of beautifying his building should not be penalized as is now done by our system of taxation. It should be worth a building owner's while to beautify the city.

Now these things against which I have inveighed are not restricted to Montreal or Canada, or even to America. Many

places suffer more or less from some of them. But I think I may justly say that I in no considerable place have I come across so many of these ineptitudes and abuses better exemplified than in this glorious city site between a big river and a big hill.

MR. W. S. MAXWELL.—I was asked to present for your consideration the ideas, and the plans which have been prepared for the improvement of Montreal by the Province of Quebec Association of Architects. This work has been carried on by a sub-committee composed of practising architects, landscape architects, and the Professors of Architecture in McGill University and the Ecole Polytechnique; this year we have added two members of the City Improvement League to our Committee. It will thus be seen that our plans represent to a degree the point of view of the intelligent layman as well as the professional architect. I have had lantern slides prepared of the plans and of examples of playgrounds, park features and boulevards which exist in other cities. These will be shown because they offer valuable suggestions as to how to meet similar conditions in our own city.

OUR MISTAKES.—The casual visitor to Montreal agrees with us that the mountain is very fine and pays us a few other compliments, but he usually has a sad word to say about the condition of our streets and other matters about which we have long since ceased to be sensitive. When we entertain a man who is an authority on civic Improvement matters, we are told many shocking things about our absence of public spirit in caring for our city, and our indifference in all matters of civic art and planning. The Association of Architects holds to the belief that no city can develop normally without a plan which determines its growth along economic, hygienic and aesthetic lines—covering a period of at least 50 or 75 years. We may ask in what way Montreal has suffered through the lack of an authoritative plan.

This question is easily answered without going into great detail. First of all it was a great blunder to construct the streets on this side of the Mountain at right angles to the hill, because of the excessive grades which in places exceed 12 per cent; another is the absence of communication from East to West in this part of the city. This can now be remedied by running a street through valuable property and demolishing some fine residences only recently built! This district is a splendid illustration of the folly of placing streets regardless of any coherent plan. Another hillside blunder was perpetrated when the city neglected to provide by homologation for several streets leading diagonally from the Craig Street level to that of Dorchester Street. This

brings us to another very important matter, that of diagonal thoroughfares from one busy centre to another. We have shown certain ones on our city plan, but realize that many others will shortly be needed. Another instance of our want of foresight is the lack of sufficient playgrounds and breathing spaces for our citizens and more particularly for the young ones, who are unable for various reasons to go to our existing, and in many cases, distant playgrounds. Parks, gardens, commons and public squares are the lungs of a city. If Montreal were more generously provided with playgrounds, especially in the congested districts, juvenile crime and the mortality from tuberculosis and other ailments would be materially decreased. The question may be asked why playground, instead of squares with diagonal paths, and the usual cast-iron fountain surrounded by "Keep off the Grass" signs. This is easy to answer, because in crowded residential districts a play ground is more valuable than a park, on the theory that the health and morals of the people are of more importance than the precarious existence of a few blades of grass. As a further justification of playgrounds, I quote Judge Lindsay of Denver, who says that nine-tenths (9-10) of juvenile crimes can be attributed to the fact that the activities of the child have no legitimate outlet.

OUR POSSESSIONS.—Having stated a few of the things we lack, it is high time to examine some of our precious possessions. Our river is superb and our harbour is fast becoming one of the most modern in the world, which may be construed as a tribute to the Board of Control system by a limited number of intelligent and qualified men. We have not devoted much of our time to the harbour front but have studied very carefully the water front to the West of the Victoria Bridge. Here we have a superb chance to carry a driveway along the dike, with parks and playgrounds at intervals. This is the reasonable thing to do, because this part of the river front is not suitable for docks owing to the shallowness of the river; because the view to be obtained therefrom is beautiful; and because, as this land is owned by the city, the scheme can be realized at the cost of development only. Our most precious possession is Mount Royal Park. This is a tribute to the principle we advocate of having an official plan determining the line of future improvements, because this Park was conceived on a scale which considered the future. It was laid out by Frederick Law Olmsted, one of the great masters of Park planning, and to this day we insist that nothing shall be done which will violate the conception he formulated. Now what are we doing for the future? Our city grows as it never grew before, districts which were open country a few years ago are crowded

with two and three story flats. Is this intelligent city building? Is it an economic policy? Certainly not; we shall pay fourfold for our indifference in the near future. This is not offered in criticism of our city Fathers, because these new districts have but lately become incorporated with Montreal.

The time has arrived when we should extend our city far beyond the limits now imposed. There should be formed a commission to deal with the whole Island, in order that such matters as thoroughfares, parks, rapid transit, facilities, etc., may be intelligently taken care of.

CITY IMPROVEMENT.—The question of a civic centre should be taken up at once and dealt with comprehensively and generously. It is an insult to our citizenship that we should be afflicted with additions to public building which resemble fungus growths,—they are a disfigurement of dignified structures built in the days when simplicity and symmetry meant something. What we need is a civic Art Commission composed of, amongst others, a painter, a sculptor and an architect. If you analyze your own point of view, you will find that your love of the city is not an abstract sentiment, but it attaches itself to the beautiful in the city. If proof is needed, are you attached to any beauties evidenced in our streets and lanes?

Some of you may think that all this sort of thing means more taxes and is in the nature of a pipe dream produced by well meaning but unpractical men. To such we would quote a few figures.

In London, for the Strand Improvement Scheme, an open competition was held to obtain the best general design. The City then sold the land to individuals and syndicates with the restriction that they should build in general conformity with the scheme. Mr. Norman Shaw, the Architect who judged the competition, was employed by the City to pass upon the various designs for the buildings.

The "Kingsway," running from Holborn near Southampton Row to the Strand near Somerset House, has been constructed through a densely populated area at a cost of £6,128,380, and it is claimed that it will involve no final expense to the taxpayers, because the Council was permitted to acquire sufficient property to enable it to benefit from the improved values. In this improvement, the homogeneity of the street has been well maintained, as the City exercised a direct control over the class of buildings and their appearance.

In Rio Janeiro, a space $2\frac{1}{2}$ miles long and 300 feet wide, was expropriated through the settled City, from water to water, for a boulevard 100 feet wide and over a mile long. The sale of the 100 feet on either side, is said to have paid for the whole improvement. In the short space of eighteen months, the City constructed this beautiful Avenue and gained an enormous amount of taxable property.

These few examples are concrete instances of intelligent civic planning and financing; in the case of the diagonal Streets proposed by the Province of Quebec Association of Architects, the same methods could well be followed.

Apart from what citizens would gain by the added beauty, convenience and healthfulness consequent upon such improvements as have been advocated, there must be taken into consideration the great number of strangers, who when they travel seek always those centres which are distinguished for their beauty, convenience, and commercial attractions. The improvements undertaken under Napoleon III, in Paris, under the direction of Baron Haussmann, cost about the amount that on a conservative estimate, is spent annually in the City of Paris by tourists and visitors who go there to a great extent because of these improvements.

This great Civic Improvement movement has spread all over the civilized world in the last ten or fifteen years. In Germany hundreds of cities have taken the matter up actively and a magazine is devoted solely to city planning. Most of you know of the vast London improvement schemes, now under way. In the United States it is hard to mention a city that is not actively at work on this problem. In Washington a commission of experts considered the problem of beautifying the city and of providing for new public buildings. It is a matter of great interest to know that they endorsed the plan drawn up by l'Enfant when Washington was President and proceeded to restore such parts as had been interfered with in the past. This is a great tribute to the principle of working to an established city plan. It is instructing to recall that l'Enfant and his plan were, for a time the laughing stock of some of the wise heads. The Washington plan was based on a rectilinear system of streets with diagonal avenues of stately width converging on focal points designed to receive public buildings or monuments. The Committee has obtained reports from many American cities showing plans, perspectives, comparative examples and valuable letterpress. The Commercial Club of Chicago employed Mr. O. H. Burnham and Edward Bennett, architects, and they produced plans for the improvement of Chicago which are marvels of completeness and artistic

beauty. A superb volume has been printed and privately circulated at the Club's expense. You will be surprised when I tell you the Commercial Club spent \$100,000 on these plans and the report.

Such then is a brief outline of some of the Civic Improvement activities now under way. It is indeed time that Montreal citizens awakened to the desirability of producing a general plan of the city of the future. We can have an improved and beautiful city, but we must awake to a higher ideal of citizenship. It is not sufficient to cast one's vote; it is our privilege to give of our time and support to those problems which are outside the pale of active politics; and which, though they may seem to some to be dreams of the present are in fact the realities of the future.

DR. E. P. LACHAPELLE made a convincing statement of his argument for the planning of the Island as a whole. Many speakers at the various meetings had voiced the common belief that the city will before long absorb the whole island. On this, Dr. Lachapelle based his proposal that a plan should be prepared providing for the future. The plan should be drawn up by an architect and landscape engineer of unquestionable ability and authority, and should provide for parks, squares, boulevards and streets; giving due consideration to such questions as draining, orientation, height of buildings and so on. When completed, the plan should be homologated and made effective by the Legislature. Its enforcement should be entrusted to a Commission with full powers, at least until such time as Montreal has annexed the whole island. Dr. Lachapelle quoted precedents from Europe, notably cases where municipalities were compelled to file plans providing for healthy extension, so as not to endanger the city by the shortsighted and partial policies of small neighbouring bodies. If this were done, Montreal would soon be a fine and healthy city, and this without having to spend enormous sums of money to undo tomorrow what is done to-day.†

† An Act to Establish a Metropolitan Park Commission, modelled on the successful experience of Boston, has been drafted by Mr. W. D. Light-hall, K.C., and submitted by the League to the Prime Minister for consideration.

Description of the City Improvement Plan.

Victoria Square being without question the centre of the City, it is naturally from this point that the ways are shown to diverge, whether diagonal subways or new diagonal streets to facilitate the more rapid transit are adopted. As well as showing the distance, both diagonals would reduce the gradients from steep hills to an easy incline, greatly improving them as thoroughfares.

The West Diagonal would pass south of Dominion Square and St. George's Church, thence from Windsor Station cross Dorchester and St. Catherine Streets and end at the junction of Sherbrooke and Guy Streets.

The East Diagonal would pass Dufferin Square, have a widening at St. Catherine and St. Lawrence Streets, then slightly changing direction, end for the present at Sherbrooke and St. Denis Streets, each of which are already wide thoroughfares.

From Victoria Square to the river McGill Street is wide, level and direct, so beginning at the foot of McGill Street a parkway along the upper end of the harbor would afford excellent views of the water front. The driveway would pass under the Victoria Bridge approach, protected by masonry walls from flood water. Between the upper end of the Guard Pier and the driveway the land is being reclaimed and might be utilized to great advantage by a water front park, a fitting entrance to the City via Victoria Bridge.

Going west again along the revetment bank the parkway would continue to the foot of the tailrace.

True the river-front is under the jurisdiction of the Harbor Commissioners, and their co-operation in the scheme would be necessary; as well as their assistance in filling, by dredging for the required width above flood level.

The parkway could later continue up the river shore to Lachine Rapids, but meanwhile would follow up the tailrace to the pumping station and connect with Atwater Avenue already 120 feet wide as far as Sherbrooke Street. From Sherbrooke Street, Mount Royal Park could be reached by a driveway to Pine Ave. with a very easy grade through the Montreal College grounds. This would materially improve these grounds. By the widening of Cote-de-Neiges Road which is already being

arranged for and by purchasing the Brunet property, which the City had the power to acquire, the western and northwestern part of the City would have readier access to the Park.

Proceeding along Pine Ave. to its summit a point is reached opposite the Redpath Estate where it would be advantageous to acquire an additional entrance to the Park ; the power has likewise been secured to purchase this property.

By the cutting through of Macgregor St.—once homologated—and a new badly needed thoroughfare along the base of the hillside below Pine Ave., the cul-de-sacs of Redpath, Ontario, Mountain, Drummond and Simpson Streets would be given an outlet with very easy grades. At McTavish Street the driveway would reach Carlton Road and leave it again in order to connect with the western end of Prince Arthur Street, avoiding the steep grade on part of Carlton Road and Pine Ave.

Using University Street from Prince Arthur Street, Fletchers Field would be reached by passing through the Law and Molson Estates which the City has power to purchase.

There being no communication between the two largest City Parks, Mount Royal and Lafontaine, it is necessary to appropriate one side of Duluth Ave. of sufficient width to have a centre strip of grass and trees ; this boulevard would cross St. Lawrence and St. Denis Streets, both already widened. At Parc Lafontaine, encircling driveways would make possible the return to Victoria Square by the Eastern Diagonal.

East from Parc Lafontaine the boulevard continues along Gauthier Street which is not yet built up and terminates at the junction of Sherbrooke Street now 100 feet wide.

54a Beaver Hall Hill.

RICKSON A. OUTHET,
Landscape Architect.

Appendix.

According to the "Standard" of January 8th, the following were some of the conclusions reached in that Report:—

5. The Commission regards the position of the present intake of the aqueduct to be such as to catch and deliver to Montreal a *very large proportion of contaminated shore water* which, especially during the spring, summer and autumn, is a menace to the health of the city. The danger of the present method of delivery is increased by the use of an open aqueduct exposed to dust and to pollution from the numerous bridges crossing it.

The intake used by the Montreal Water and Power Company is also so situated that it receives a large proportion of shore water, and this water is in constant danger of contamination from sewers and drains entering the river a short distance above it.

6. The chemical and bacteriological analysis, both indicate that at certain periods of the year, especially at the time of the melting of the snow in the spring, *there is a notable augmentation in the number of bacteria*, and especially of those capable of living at the temperature of the body; and chemically this period is marked by a disturbance in the relation of the organic matter to the other constituents of the water that indicate pollution by dirty water, such as results from the washing of fields, roads, etc. There is little doubt, therefore, that the water at this season is highly polluted and not suitable for use as a drinking water.

7. The results of the bacteriological analysis, embodied in this report, show the almost constant presence of the *colon bacillus* in each of the waters examined, and above all in a small quantity of water, such as 1 or 2 c.c., with a mean total of 1 colon bacillus in 5 to 10 c.c., indicating a very suspicious water, but not one which can be characterized as profoundly polluted.

Chemically there are indications of a suspicious character in each of the waters at certain irregular periods during the year in addition to the more serious and extensive pollution in the spring.

8. Neither the waters of the St. Lawrence, the Ottawa, or still less the mixture of the two, which now supplies the city, can be recommended as safe and wholesome municipal supply in their present condition. No natural improvement in the quality of the waters can be expected in the future; on the contrary, the increase in population and the establishment of industries on the Ottawa and St. Lawrence will undoubtedly add to the danger of infection.

Finally, it is earnestly recommended that some means be adopted at an early period to purify the city supply. Not overlooking the great cost of such a means of purification, we have no hesitation in stating that a good system of sand filtration is the best means of purifying the water supply of the city.

The experience of European and American cities is that the installation of a properly constructed sand filtration plant is followed by an immediate and most marked decrease in the infectious diseases communicable by water.

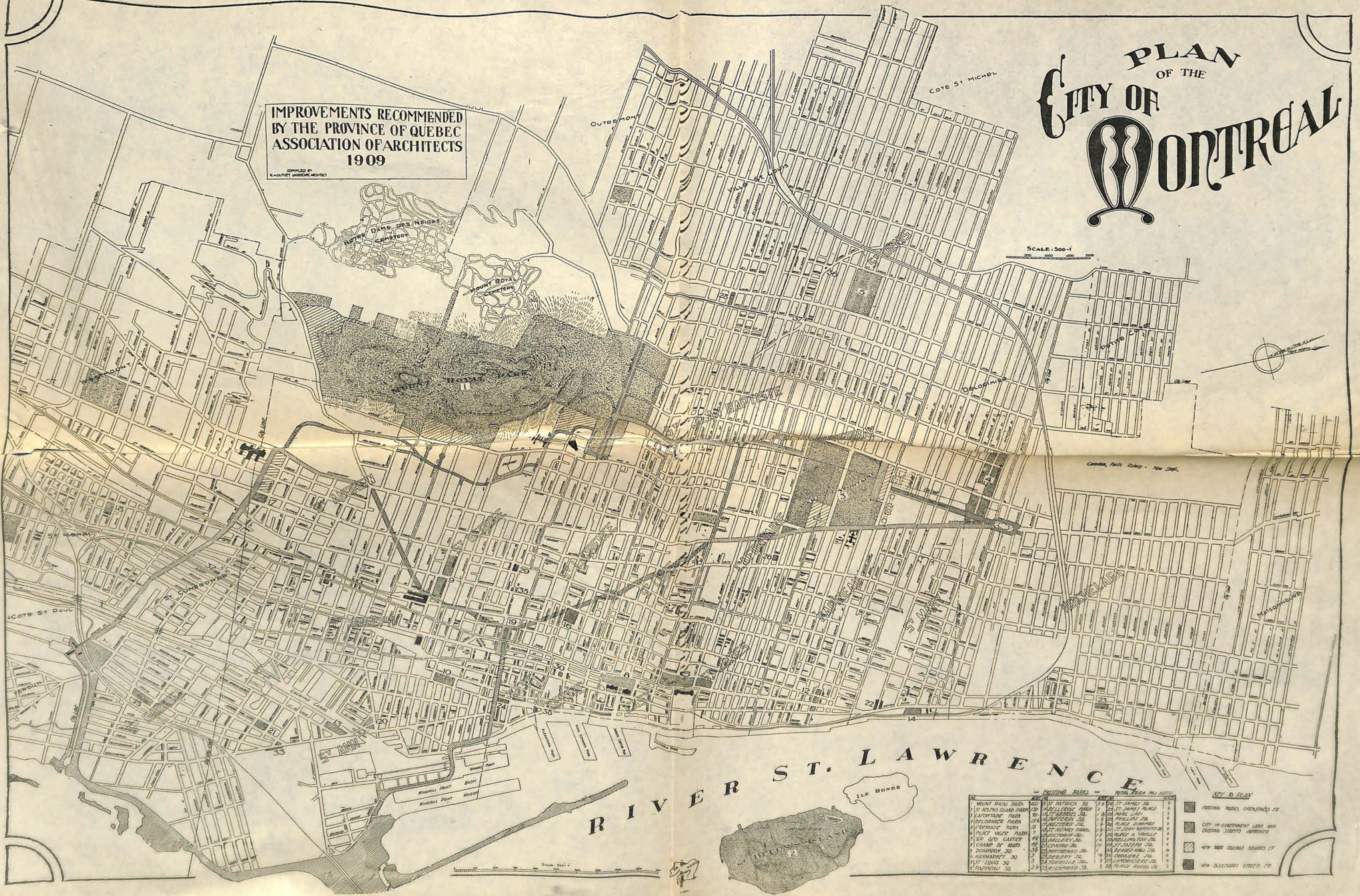
We therefore recommend that the question of immediately installing a thorough system of filtration be seriously considered by the City Council.

PLAN OF THE CITY OF MONTREAL

IMPROVEMENTS RECOMMENDED
BY THE PROVINCE OF QUEBEC
ASSOCIATION OF ARCHITECTS
1909

COMPILED BY
E. A. OUTHET, LANDSCAPE ARCHITECT

SCALE: 500-1



EXISTING PARKS		TOTAL AREA FOR 1911	
1. MOUNT ROYAL PARK	457	2. ST. JAMES' PARK	10
3. ST. JAMES' PARK	10	3. ST. JAMES' PLACE	10
4. LAFAYETTE PARK	10	4. ST. JAMES' PLACE	10
5. DELORME PARK	10	5. ST. JAMES' PLACE	10
6. ST. JAMES' PARK	10	6. ST. JAMES' PLACE	10
7. ST. JAMES' PARK	10	7. ST. JAMES' PLACE	10
8. ST. JAMES' PARK	10	8. ST. JAMES' PLACE	10
9. ST. JAMES' PARK	10	9. ST. JAMES' PLACE	10
10. ST. JAMES' PARK	10	10. ST. JAMES' PLACE	10
11. ST. JAMES' PARK	10	11. ST. JAMES' PLACE	10
12. ST. JAMES' PARK	10	12. ST. JAMES' PLACE	10
13. ST. JAMES' PARK	10	13. ST. JAMES' PLACE	10
14. ST. JAMES' PARK	10	14. ST. JAMES' PLACE	10
15. ST. JAMES' PARK	10	15. ST. JAMES' PLACE	10
16. ST. JAMES' PARK	10	16. ST. JAMES' PLACE	10
17. ST. JAMES' PARK	10	17. ST. JAMES' PLACE	10
18. ST. JAMES' PARK	10	18. ST. JAMES' PLACE	10
19. ST. JAMES' PARK	10	19. ST. JAMES' PLACE	10
20. ST. JAMES' PARK	10	20. ST. JAMES' PLACE	10
21. ST. JAMES' PARK	10	21. ST. JAMES' PLACE	10
22. ST. JAMES' PARK	10	22. ST. JAMES' PLACE	10
23. ST. JAMES' PARK	10	23. ST. JAMES' PLACE	10
24. ST. JAMES' PARK	10	24. ST. JAMES' PLACE	10
25. ST. JAMES' PARK	10	25. ST. JAMES' PLACE	10
26. ST. JAMES' PARK	10	26. ST. JAMES' PLACE	10
27. ST. JAMES' PARK	10	27. ST. JAMES' PLACE	10
28. ST. JAMES' PARK	10	28. ST. JAMES' PLACE	10
29. ST. JAMES' PARK	10	29. ST. JAMES' PLACE	10
30. ST. JAMES' PARK	10	30. ST. JAMES' PLACE	10
31. ST. JAMES' PARK	10	31. ST. JAMES' PLACE	10
32. ST. JAMES' PARK	10	32. ST. JAMES' PLACE	10
33. ST. JAMES' PARK	10	33. ST. JAMES' PLACE	10
34. ST. JAMES' PARK	10	34. ST. JAMES' PLACE	10
35. ST. JAMES' PARK	10	35. ST. JAMES' PLACE	10
36. ST. JAMES' PARK	10	36. ST. JAMES' PLACE	10
37. ST. JAMES' PARK	10	37. ST. JAMES' PLACE	10
38. ST. JAMES' PARK	10	38. ST. JAMES' PLACE	10
39. ST. JAMES' PARK	10	39. ST. JAMES' PLACE	10
40. ST. JAMES' PARK	10	40. ST. JAMES' PLACE	10
41. ST. JAMES' PARK	10	41. ST. JAMES' PLACE	10
42. ST. JAMES' PARK	10	42. ST. JAMES' PLACE	10
43. ST. JAMES' PARK	10	43. ST. JAMES' PLACE	10
44. ST. JAMES' PARK	10	44. ST. JAMES' PLACE	10
45. ST. JAMES' PARK	10	45. ST. JAMES' PLACE	10
46. ST. JAMES' PARK	10	46. ST. JAMES' PLACE	10
47. ST. JAMES' PARK	10	47. ST. JAMES' PLACE	10
48. ST. JAMES' PARK	10	48. ST. JAMES' PLACE	10
49. ST. JAMES' PARK	10	49. ST. JAMES' PLACE	10
50. ST. JAMES' PARK	10	50. ST. JAMES' PLACE	10
51. ST. JAMES' PARK	10	51. ST. JAMES' PLACE	10
52. ST. JAMES' PARK	10	52. ST. JAMES' PLACE	10
53. ST. JAMES' PARK	10	53. ST. JAMES' PLACE	10
54. ST. JAMES' PARK	10	54. ST. JAMES' PLACE	10
55. ST. JAMES' PARK	10	55. ST. JAMES' PLACE	10
56. ST. JAMES' PARK	10	56. ST. JAMES' PLACE	10
57. ST. JAMES' PARK	10	57. ST. JAMES' PLACE	10
58. ST. JAMES' PARK	10	58. ST. JAMES' PLACE	10
59. ST. JAMES' PARK	10	59. ST. JAMES' PLACE	10
60. ST. JAMES' PARK	10	60. ST. JAMES' PLACE	10
61. ST. JAMES' PARK	10	61. ST. JAMES' PLACE	10
62. ST. JAMES' PARK	10	62. ST. JAMES' PLACE	10
63. ST. JAMES' PARK	10	63. ST. JAMES' PLACE	10
64. ST. JAMES' PARK	10	64. ST. JAMES' PLACE	10
65. ST. JAMES' PARK	10	65. ST. JAMES' PLACE	10
66. ST. JAMES' PARK	10	66. ST. JAMES' PLACE	10
67. ST. JAMES' PARK	10	67. ST. JAMES' PLACE	10
68. ST. JAMES' PARK	10	68. ST. JAMES' PLACE	10
69. ST. JAMES' PARK	10	69. ST. JAMES' PLACE	10
70. ST. JAMES' PARK	10	70. ST. JAMES' PLACE	10
71. ST. JAMES' PARK	10	71. ST. JAMES' PLACE	10
72. ST. JAMES' PARK	10	72. ST. JAMES' PLACE	10
73. ST. JAMES' PARK	10	73. ST. JAMES' PLACE	10
74. ST. JAMES' PARK	10	74. ST. JAMES' PLACE	10
75. ST. JAMES' PARK	10	75. ST. JAMES' PLACE	10
76. ST. JAMES' PARK	10	76. ST. JAMES' PLACE	10
77. ST. JAMES' PARK	10	77. ST. JAMES' PLACE	10
78. ST. JAMES' PARK	10	78. ST. JAMES' PLACE	10
79. ST. JAMES' PARK	10	79. ST. JAMES' PLACE	10
80. ST. JAMES' PARK	10	80. ST. JAMES' PLACE	10
81. ST. JAMES' PARK	10	81. ST. JAMES' PLACE	10
82. ST. JAMES' PARK	10	82. ST. JAMES' PLACE	10
83. ST. JAMES' PARK	10	83. ST. JAMES' PLACE	10
84. ST. JAMES' PARK	10	84. ST. JAMES' PLACE	10
85. ST. JAMES' PARK	10	85. ST. JAMES' PLACE	10
86. ST. JAMES' PARK	10	86. ST. JAMES' PLACE	10
87. ST. JAMES' PARK	10	87. ST. JAMES' PLACE	10
88. ST. JAMES' PARK	10	88. ST. JAMES' PLACE	10
89. ST. JAMES' PARK	10	89. ST. JAMES' PLACE	10
90. ST. JAMES' PARK	10	90. ST. JAMES' PLACE	10
91. ST. JAMES' PARK	10	91. ST. JAMES' PLACE	10
92. ST. JAMES' PARK	10	92. ST. JAMES' PLACE	10
93. ST. JAMES' PARK	10	93. ST. JAMES' PLACE	10
94. ST. JAMES' PARK	10	94. ST. JAMES' PLACE	10
95. ST. JAMES' PARK	10	95. ST. JAMES' PLACE	10
96. ST. JAMES' PARK	10	96. ST. JAMES' PLACE	10
97. ST. JAMES' PARK	10	97. ST. JAMES' PLACE	10
98. ST. JAMES' PARK	10	98. ST. JAMES' PLACE	10
99. ST. JAMES' PARK	10	99. ST. JAMES' PLACE	10
100. ST. JAMES' PARK	10	100. ST. JAMES' PLACE	10

KEY TO PLAN

- EXISTING PARKS, ORIGINALLY 18
- CITY OF MONTREAL LAND AND EXISTING IMPROVED
- NEW PARKS, ORIGINALLY 10
- NEW IMPROVED STREETS 18